

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Philippe MACHENAUD-JACQUIER**  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165  
N° 34**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 26  
no Eperera 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Pages

###### Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

Délibération n° 2016-31 APF du 18 avril 2016 portant modification de la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005  
modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ..... 4387

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 442 CM du 19 avril 2016 portant modification des arrêtés n° 1354 CM du 9 octobre 1998 et n° 528 CM du  
30 mai 2008 autorisant la SA Moorea Lagoon Resort à occuper un emplacement du domaine public maritime sis  
au droit d'une parcelle de la terre Vaipahu à Paopao, commune de Moorea-Maiao (île de Moorea) ..... 4392Arrêté n° 445 CM du 20 avril 2016 portant nomination de Mme Maheata Smith en qualité de chef de service par intérim  
de la délégation à la famille et à la condition féminine ..... 4393

##### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

###### Présidence

Arrêté n° 259 PR du 19 avril 2016 portant délégation de signature à l'adjoint au chef du service des moyens généraux. 4393

###### Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

Arrêté n° 3049 MEI/DAE du 18 avril 2016 portant reconnaissance de 233 titres de propriété industrielle délivrés par  
l'Institut national de la propriété industrielle. .... 4394Arrêté n° 3059 MEI du 18 avril 2016 portant renouvellement d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Tahiti Nui  
Fish, représentée par son gérant M. Taute Tefaatau ..... 4398Arrêté n° 3061 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise  
individuelle de M. Emmanuel Juan pour la production d'une série de fiction télévisée, intitulée "Les aventures de  
Tao et Tiaporo, saison 2" ..... 4399Arrêté n° 3062 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise  
individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau pour la production d'une série de 20 court-métrages de fiction, intitulée  
"Tupapa'u" ..... 4400

Arrêté n° 3063 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jonathan Bougard pour l'écriture d'un documentaire, intitulé "Mara" .....	4401
Arrêté n° 3064 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa pour l'écriture d'un téléfilm, intitulé "E Arioi Vahine" .....	4402
Arrêté n° 3065 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa pour la production d'un clip musical, intitulé "Fa'afaite by Pepena". .....	4402
Arrêté n° 3066 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jean-Philippe Joaquim pour l'écriture d'un documentaire, intitulé "Hoe A Tau" .....	4403
Arrêté n° 3067 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Karim Mahdjouba pour la production de magazines, intitulés "Waaaaaves" .....	4404
Arrêté n° 3090 MEI du 19 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de M. Tavi Moeava Joseph Marunui-Horley (exploitant n° 286) .....	4405
Arrêté n° 3165 MEI du 20 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 2224 MEI du 18 mars 2016 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-Des-Anges de Faa'a .....	4406

#### **Ministère du travail, des solidarités et de la condition féminine**

Arrêté n° 3043 MTS du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2110 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de serveur(se) en restauration .....	4406
Arrêté n° 3044 MTS du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de cuisinier(ère) .....	4407
Arrêté n° 3089 MTS du 19 avril 2016 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical en faveur de la société CEGELEC .....	4407

#### **Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine**

Arrêté n° 3174 MLV du 20 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime sis commune de Bora Bora, commune associée de Anau, au profit de M. Marcel Manate .....	4408
Arrêté n° 3175 MLV du 20 avril 2016 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 9246 MLV du 15 octobre 2015 autorisant l'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime (corps-morts) sis à Raiatea, commune de Uturoa, au profit de la société EURL Dream Yacht Tahiti. ....	4409
Arrêté n° 3176 MLV du 20 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2454 MLV du 6 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 195 CM du 6 février 2008 portant affectation de la terre Tonoi-Teovari-Mariua : lot G, cadastrée commune de Uturoa, section AC n° 116, au profit de la direction des affaires sociales, et autorisant la location d'une emprise d'une superficie de 391 mètres carrés à détacher des parcelles cadastrées section AC n° 39 et AC n° 116, dépendant de la terre domaniale dénommée Tonoi-Teovari-Mariua, attenante à la parcelle cadastrée section AB n° 130 de la terre Atitautu : parcelle A, sise à Raiatea, commune de Uturoa, au profit de Mlle Laura Barillot et M. Kevin Labadens .....	4410

#### **Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports**

Arrêté n° 3092 MEE du 19 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 8332 MEE du 4 septembre 2014 modifié portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire des enseignements secondaires. ....	4411
Arrêté n° 3093 MEE du 19 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 1441 MEE du 18 février 2015 modifié, relatif à la nomination des membres du comité technique paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française .....	4412

#### **Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs**

Arrêté n° 3050 MET du 18 avril 2016 autorisant le navire Tuamotu Fish à desservir certains atolls des Tuamotu dans le cadre du transport scolaire en avril 2016 .....	4413
---	------

Arrêté n° 3083 MET du 19 avril 2016 proclamant la liste des candidats admis à la session d'examen du certificat de capacité à la conduite des véhicules de remise pour Tahiti et Moorea, au titre de l'année 2016 .....	4413
Arrêté n° 3084 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la commune de Maupiti .....	4414
Arrêté n° 3085 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de la SARL Taiarapu Agrégats .....	4417
Arrêté n° 3086 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de l'entreprise Chong Hue Bruno .....	4419
Arrêté n° 3110 MET du 19 avril 2016 portant délivrance d'un agrément à l'EURL Pacific Waves pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea ..	4421
Arrêté n° 3114 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier .....	4424
Arrêté n° 3115 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de M. Pascal Tokoragi .....	4426
Arrêté n° 3172 MET.AU.UOC du 20 avril 2016 portant approbation du dossier de viabilisation des lots n° 3, n° 4 et n° 5, ainsi que du démantèlement de la station d'épuration du lotissement industriel Jade sis à Papeete .....	4428

#### EXTRAITS

Arrêté n° 3080 MET du 19 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2610 MET du 4 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse de dépôts et consignations relatives aux terres Okaviriviri, cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu .....	4428
Arrêté n° 3081 MET du 19 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse de dépôts et consignations relatives aux terres Okaviriviri, cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu .....	4428
Arrêté n° 3082 MET du 19 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse de dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka, cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu .....	4429
Arrêté n° 3111 MET du 19 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse de dépôts et consignations relatives à la terre Fararii 2, cadastrée BH30 (plan 17), nécessaire à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora .....	4429
Arrêté n° 3112 MET du 19 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse de dépôts et consignations relatives à la terre Fararii 2, cadastrée BH30 (plan 17), nécessaire à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora .....	4429
Arrêté n° 3113 MET du 19 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse de dépôts et consignations relatives à la terre Tepufeiraukau, cadastrée AZ 4 (plan 4), nécessaire à l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra .....	4429

#### Ministère de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement

Arrêté n° 3036 MCE/ENV du 18 avril 2016 autorisant la SNC Marama Agrégats à installer et exploiter les équipements techniques situés à Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement) .....	4429
Arrêté n° 3037 MCE/ENV du 18 avril 2016 autorisant la société Tahiti Precious Pearl (TPP) à installer et exploiter une éclosierie de nacres, sise dans la commune de Fakarava (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement) .....	4437
Arrêté n° 3038 MCE/ENV du 18 avril 2016 autorisant M. Charlie Simeton à exploiter un atelier de mécanique et un atelier de peinture, sis dans la commune de Taputapuatea (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement) .....	4441

Arrêté n° 3173 MCE du 20 avril 2016 autorisant M. Paul Niva à effectuer une campagne de fouilles préventives à Taiohae dans le cadre de l'aménagement de la déviation routière de Piki Vehine, sur l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises .....

4446

## **ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

### **ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Loi n° 2016-457 du 14 avril 2016 relative à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs. (Extraits) .....

4447

### **ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

Service de l'urbanisme. — Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 11 au 15 avril 2016. ....

4448

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales .....

4450

Annonces diverses .....

4453

Annonces marchés publics .....

4458





# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 2016-31 APF du 18 avril 2016 portant modification de la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la proposition de délibération déposée par M. Marcel Tuihani, président de l'assemblée de la Polynésie française, et enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le numéro 3441 du 22 mars 2016 ;

Vu la lettre n° 964-2016 APF/SG du 6 avril 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 43-2016 du 8 avril 2016 de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes, de la solidarité, de la solidarité, de l'emploi et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du 18 avril 2016,

Adopte :

Article 1er. — L'article 7 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - Le huitième alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

“Les questeurs sont chargés, sous l'autorité du président, de la préparation et du suivi du budget de l'assemblée de la Polynésie française. Ils peuvent, à cette occasion, appeler l'attention du président de l'assemblée sur les éventuelles améliorations à apporter au fonctionnement de l'assemblée et lui proposer toute réforme leur paraissant utile. Ils peuvent également demander, par écrit, au président de l'assemblée la transmission d'un état des dépenses supérieures à 1 000 000 F CFP effectuées sur une période donnée. Les demandes des questeurs et les réponses du président de l'assemblée sont diffusées aux membres du bureau.

Lorsque les questeurs reçoivent délégation des pouvoirs d'ordonnateur du président, l'arrêté de délégation, qui doit être publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, n'est valable que s'il énumère précisément la liste des décisions pouvant être prises par le délégataire. Le président de l'assemblée ne peut, en aucun cas, consentir une délégation totale de son pouvoir d'ordonnateur.”

II - Le neuvième alinéa est ainsi rédigé :

“En cas de vacance d'un poste de vice-président, de secrétaire ou de questeur, l'assemblée procède à une nouvelle désignation en respectant la représentation proportionnelle des groupes.”

Art. 2. — L'article 15 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - La troisième phrase du point 1 est supprimée.

II - Après le troisième alinéa du point 4, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Un groupe peut transférer une partie de son temps de parole à un autre groupe.”

Art. 3.— Le deuxième alinéa de l'article 28 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi rédigé :

“L'auteur d'une proposition de délibération en est de droit le rapporteur, sauf s'il en décide autrement et en informe le président de la commission.”

Art. 4.— L'article 28-1 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est abrogé.

Art. 5.— L'article 32 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - La deuxième phrase du point 1 est supprimée.

II - Le point 2 est complété par une phrase ainsi rédigée :

“Le rapporteur parle de sa place ou à la tribune.”

III - Au dernier alinéa du point 6, les mots : “l'article 16” sont remplacés par les mots : “l'alinéa 1 de l'article 16”.

Art. 6.— L'article 34 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi rédigé :

“Art. 34.— De l'examen, de l'adoption et du suivi du budget de la Polynésie française

1 - Le projet de budget de la Polynésie française, accompagné du rapport du Président de la Polynésie française, est enregistré au secrétariat général de l'assemblée au plus tard le 15 novembre, puis transmis par le président de l'assemblée à la commission des finances.

2 - Le président de la commission des finances est de droit le rapporteur général du budget. Il peut désigner un ou des rapporteurs spéciaux.

Le projet de budget est examiné, débattu, amendé en tant que de besoin, puis transmis, accompagné du rapport de la commission, à la conférence des présidents pour proposition d'inscription à l'ordre du jour d'une séance.

Le rapport de la commission est enregistré au secrétariat général de l'assemblée, imprimé puis diffusé aux représentants quatre jours au moins avant la séance.

3 - La première réunion de l'assemblée consacrée à l'examen du projet de budget de la Polynésie française a lieu dans les deux mois suivant le débat d'orientation budgétaire organisé selon les modalités prévues à l'article 34-1 et au plus tôt 12 jours après le dépôt dudit projet par le Président de la Polynésie française.

La discussion générale est organisée selon les modalités prévues aux points 3 et 4 de l'article 15.

Le budget de la Polynésie française est débattu et voté par chapitre. Il peut être voté par article pour certaines dépenses de participations ou de subventions si l'assemblée en décide ainsi. La délibération est close par un vote d'ensemble.

4 - La commission des finances suit l'exécution du budget de la Polynésie française. Cette mission est confiée au rapporteur général et aux rapporteurs spéciaux.

A cet effet, ils peuvent solliciter en tant que de besoin l'audition :

- des ministres concernés ou de leurs représentants ;
- des directeurs d'établissements publics de la Polynésie française après information des ministres concernés ;
- de techniciens ou de personnalités qualifiées.”

Art. 7.— L'article 34-1 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi rédigé :

“Art. 34-1.— Du débat d'orientation budgétaire

1 - Le débat d'orientation budgétaire visé à l'article 144-1 de la loi statutaire doit avoir lieu au plus tard le 31 octobre. Il ne donne pas lieu à délibération, mais est enregistré au procès-verbal de la séance.

2 - Le rapport transmis à l'assemblée au moins quinze jours avant la tenue du débat comporte notamment des données sur le contexte budgétaire, le bilan sur l'exécution budgétaire, une synthèse sur la dette, les orientations budgétaires, la liste des engagements pluriannuels, le recours à l'emprunt et l'évolution de la fiscalité.

3 - Dans les huit jours suivant cette transmission, la commission des finances organise un débat sur le rapport et désigne un rapporteur chargé de présenter les observations de la commission en séance plénière.

Dans leur domaine de compétence, les autres commissions législatives peuvent organiser un débat sur le rapport.

4 - Le débat en séance est organisé selon les modalités prévues aux points 3 et 4 de l'article 15.

Pour ouvrir le débat, le président de l'assemblée invite le gouvernement à présenter le rapport. Il invite ensuite le rapporteur à présenter les observations de la commission des finances.

Après les interventions des représentants, le président de l'assemblée invite le gouvernement à prendre la parole afin de répondre aux interventions des orateurs.”

Art. 8.— L'article 36 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - Le point 2 est complété par deux phrases ainsi rédigées :

“Les amendements peuvent être transmis par voie électronique au secrétariat général de l'assemblée. Dans ce cas, la transmission fait l'objet d'un accusé de réception électronique mentionnant la date et l'heure de réception.”

II - Le premier alinéa du point 4 est ainsi rédigé :

“4 - A peine d'irrecevabilité, les amendements doivent être transmis par leurs auteurs au plus tard à midi le jour précédant l'examen du texte en séance plénière ou en commission.”

Art. 9.— Le troisième alinéa de l'article 37 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est complété par deux phrases ainsi rédigées :

“Les questions écrites peuvent être transmises par voie électronique au secrétariat général de l'assemblée. Dans ce cas, la transmission fait l'objet d'un accusé de réception électronique mentionnant la date et l'heure de réception.”

Art. 10.— L'article 38 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - Après le second alinéa du point 3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Les questions orales peuvent être transmises par voie électronique au secrétariat général de l'assemblée. Dans ce cas, la transmission fait l'objet d'un accusé de réception électronique mentionnant la date et l'heure de réception.”

II - A la première phrase du point 4, les mots : “L'orateur” sont remplacés par les mots : “L'auteur de la question ou le représentant à qui il a donné procuration en séance plénière”.

Art. 11.— L'article 52 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - Au septième alinéa, les mots : “inférieur à cinq minutes et” sont supprimés.

II - Le huitième alinéa est ainsi rédigé :

“Les représentants qui ne sont pas membres de la commission permanente peuvent assister à ses travaux et, au cours de ceux-ci, demander la parole au président.”

Art. 12.— Après l'article 52 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée, il est inséré un article 52-1 ainsi rédigé :

“Art. 52-1.— De la présentation des rapports et de l'adoption des actes par la commission permanente

1 - Le président de la commission permanente, s'il s'agit d'un projet de délibération, invite le gouvernement à exposer l'économie générale du projet, puis invite le rapporteur à présenter son rapport.

S'il s'agit d'une proposition de texte, le président de la commission permanente invite le rapporteur à présenter son rapport.

Lorsqu'une commission conclut par son rapport au rejet d'un projet ou d'une proposition de délibération ou de résolution, ou ne présente pas de conclusions, le président appelle la commission permanente à se prononcer sur la question préalable d'avoir à débattre du projet ou de la proposition.

2 - Sauf adoption d'une procédure d'examen simplifiée, tout projet ou proposition de délibération subit deux examens successifs par la commission permanente :

- chaque article est débattu séparément, puis soumis, amendé ou non, au vote de la commission permanente ;
- lorsque chaque article a été débattu séparément, le texte définitif tel qu'il ressort des débats est mis aux voix.

Lors de l'examen par article, l'orateur doit cantonner ses observations à l'objet de l'article mis en discussion et limiter son intervention à une durée de trois minutes au plus, sauf dans l'intérêt du débat, à être autorisé par le président à poursuivre au-delà du temps attribué.

S'il s'en écarte, le président de la commission permanente peut faire application de l'alinéa 1 de l'article 16.

3 - Le président de la commission permanente ou un membre du gouvernement peut demander, en cours de séance, qu'un projet ou une proposition de délibération soit examiné selon la procédure d'examen simplifiée.

Dans ce cas, l'examen du texte soumis à la procédure d'examen simplifiée débute, s'il s'agit d'un projet, par une intervention du ministre concerné suivie de celle du rapporteur.

Après les interventions sur l'économie générale du texte, le président de la commission permanente appelle uniquement les articles faisant l'objet d'amendement.

Lorsque le texte ne fait l'objet d'aucun amendement, le président met aux voix l'ensemble du texte.

4 - S'agissant des résolutions et des avis, la commission permanente, après avoir examiné les éventuelles demandes de modification, se prononce par un vote d'ensemble sur la proposition de résolution ou d'avis.”

Art. 13.— L'article 59 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est modifié comme suit :

I - Le 1) - est ainsi rédigé :

“1) - Commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes

- statut de la Polynésie française ;
- règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;
- fonctionnement du Conseil économique, social et culturel ;
- affaires internationales et européennes ;
- relations avec les communes ;
- questions ne relevant d'aucune autre commission.”

II - Le 6) - est ainsi rédigé :

“6) - Commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi

- santé ;
- lutte contre la toxicomanie,
- protection sociale généralisée ;
- solidarité ;
- lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;
- personnes âgées ;
- famille ;
- droits de la femme ;
- travail ;
- emploi ;
- formation professionnelle ;
- dialogue social.”

Art. 14.— L'article 59-1 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - A l'intitulé, les mots : “et du contrôle” sont supprimés.

II - Au premier alinéa, les mots : “et le contrôle” sont supprimés.

III - Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

“A l'issue d'un délai de 12 mois suivant l'entrée en vigueur d'une loi du pays ou d'une délibération dont la mise en œuvre nécessite l'adoption de mesures réglementaires par le gouvernement, la commission compétente rend un rapport sur l'état d'avancement de ces mesures.”

Art. 15. — Après l'article 59-1 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée, il est inséré un article 59-2 ainsi rédigé :

*“Art. 59-2. — Des missions d'information*

- 1 - A la demande du président de l'assemblée ou de leur propre initiative, les commissions législatives peuvent confier à plusieurs de leurs membres une mission d'information temporaire sur les questions relevant de leurs compétences. Ces missions peuvent être communes à plusieurs commissions.
- 2 - Le président de l'assemblée est informé par tout moyen écrit de la création d'une mission d'information, de son objet, de sa durée, des noms des rapporteurs et, le cas échéant, de l'estimation des dépenses. A sa demande, le président de l'assemblée prend part à la mission d'information.
- 3 - Lorsque pour l'accomplissement de ses travaux, une mission nécessite l'ouverture de crédits budgétaires, elle doit recueillir préalablement l'avis favorable du bureau de l'assemblée.
- 4 - Les représentants à l'assemblée et les membres du gouvernement sont informés par le président de l'assemblée de la création des missions d'information.
- 5 - A l'issue de la mission, un rapport d'information est présenté par les rapporteurs devant la ou les commissions législatives compétentes. Il est enregistré au secrétariat général de l'assemblée et diffusé à tous les représentants et aux membres du gouvernement.
- 6 - Un rapport d'information peut donner lieu, sur proposition de la conférence des présidents, à un débat sans vote en séance plénière organisé selon les modalités prévues aux points 3 et 4 de l'article 15.  
Pour ouvrir le débat, le président de l'assemblée invite l'un des rapporteurs à présenter ce rapport à la tribune. Après les interventions des représentants, le président de l'assemblée invite le gouvernement à prendre la parole afin de répondre aux interventions des orateurs.
- 7 - Les rapports d'information sont rendus accessibles au public sur le site internet de l'assemblée à l'adresse <http://www.assemblee.pf>.”

Art. 16. — L'article 62 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - Au début du premier alinéa, il est inséré le chiffre : “1.”

II - Après le sixième alinéa, il est inséré quatre alinéas ainsi rédigés :

- “2 - Peuvent assister aux réunions des commissions les collaborateurs de l'assemblée, dans la limite des places disponibles. Ils doivent être munis de leur badge et ne peuvent, sauf sur demande du président de la commission, prendre la parole.
- 3 - Les personnes, non élues, participant aux réunions des commissions sont tenues au secret quant au contenu des débats et des décisions prises par la commission.
- 4 - Le président de la commission est chargé de l'organisation et du bon fonctionnement des réunions.  
Il peut demander le huis clos si les travaux de la commission l'exigent. La décision est prise par un vote de la commission, à la majorité des membres présents ou représentés. Seuls peuvent alors rester présents dans la salle de réunion les représentants, les membres du gouvernement, ainsi que les personnes autorisées par le président de la commission.”

II - Au début du septième alinéa, il est inséré le chiffre : “5.”

Art. 17. — Le premier alinéa du point 1 de l'article 63 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

- “1 - Les commissions sont convoquées à la diligence de leur président, ou en cas d'empêchement, de leur vice-président, soixante-douze heures au moins avant leur réunion. Ce délai est porté à cinq jours hors session.  
Les commissions peuvent être exceptionnellement réunies dans un délai plus bref si les circonstances l'exigent.

Au plus tard quarante-huit heures avant la réunion d'une commission, son report peut être décidé par son président, ou en cas d'empêchement, par son vice-président, si les circonstances l'exigent. Les membres sont immédiatement informés de ce report et de la date de la nouvelle réunion.”

Art. 18. — Le premier alinéa de l'article 67-1 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi rédigé :

“La commission de contrôle budgétaire et financier prévue par l'article 129-1 de la loi statutaire se compose de 9 membres titulaires et autant de membres suppléants.”

Art. 19. — L'article 67-7 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi rédigé :

*“Art. 67-7. — Réunions de la commission*

- 1 - L'article 63 à l'exception du point 6 et du deuxième alinéa du point 7, l'article 64 et l'article 65 du présent règlement intérieur sont applicables à la commission de contrôle budgétaire et financier.  
En cas d'absence du titulaire, la désignation du suppléant est effectuée par le groupe auquel il appartient.  
Les membres suppléants siègent avec voix délibérative en l'absence des membres titulaires.
- 2 - Le président de la commission peut inviter toute personne qualifiée à participer aux réunions pour éclairer les débats de la commission. Les personnes assistant aux réunions sont tenues au secret quant au contenu des débats et des décisions prises par la commission.
- 3 - Le président de la commission est chargé de l'organisation et du bon fonctionnement des réunions.  
Il peut demander le huis clos si les travaux de la commission l'exigent. La décision est prise par un vote de la commission, à la majorité des membres présents ou représentés.
- 4 - Un compte rendu de chaque réunion de la commission est établi. Il est signé par le président de la commission et communiqué au représentant qui en fait la demande.”

Art. 20. — Le point 1 de l'article 68 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Elles sont formées pour recueillir des éléments d'information soit sur des faits déterminés, soit sur la gestion des services publics.”

Art. 21. — L'article 73 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi modifié :

I - Le premier alinéa est ainsi rédigé :

“La conférence des présidents décide de la répartition des emplacements des groupes politiques et des représentants non inscrits au sein de l'hémicycle, conformément aux dispositions de l'article 8 alinéa 3.”

II - Le troisième alinéa est supprimé.

Art. 22. — L'article 75 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Chaque représentant est responsable de l'activité de son ou ses collaborateurs et tient informé le président de groupe parlementaire dont il est membre du contenu des missions exercées par eux.”

Art. 23. — Après l'article 78 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée, il est inséré un article 78-1 ainsi rédigé :

“Art. 78-1. — De la diffusion de l'information

L'assemblée de la Polynésie française assure la diffusion de l'information auprès de ses membres par voie électronique ou, à défaut, par tout moyen.

Les rapports visés à l'article 130 de la loi statutaire sont distribués, par voie électronique, sur le site intranet de l'assemblée auquel les représentants ont accès de manière sécurisée. Ils font obligatoirement l'objet d'un avis adressé par tout moyen à chacun des représentants.

Sont également mis à la disposition des représentants sur le site intranet de l'assemblée :

- les projets ou propositions de texte déposés sur le bureau de l'assemblée, ainsi que les exposés des motifs y afférents ;
- les demandes d'avis de l'Etat ;
- les projets de décision soumis à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;
- les convocations et projets d'ordre du jour des séances de l'assemblée, de la commission permanente et des commissions intérieures ;
- les rapports des commissions intérieures ;
- les rapports d'observations définitives de la Chambre territoriale des comptes ;
- les rapports transmis par le Président de la Polynésie française dans le cadre du débat d'orientation budgétaire ;
- le relevé de la correspondance et des décisions mentionné à l'article 13 ;
- les questions au gouvernement et leurs réponses ;
- les avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;
- les avis du Conseil économique, social et culturel ;
- et tout autre document lié à l'activité de l'assemblée de la Polynésie française.

Outre leur diffusion sous forme numérique, font l'objet d'une diffusion aux représentants sous format papier :

- le projet de budget primitif de la Polynésie française et ses annexes ;
- le compte administratif de la Polynésie française ;
- les projets ou propositions de délibération portant modification du budget de la Polynésie française et leurs annexes.”

Art. 24. — L'article 79 de la délibération du 13 mai 2005 susvisée est ainsi rédigé :

“Art. 79. — Des absences

I - Les travaux de l'assemblée s'entendent de ceux qui se déroulent en séances plénières, en commission permanente et en commissions intérieures. La présence des représentants aux séances plénières et lorsqu'ils en sont membres, aux séances de la commission permanente et des commissions intérieures, est obligatoire.

II - Tout représentant qui, pendant l'année civile écoulée, a manqué à plus de 1/10e de son obligation de présence fixée au I du présent article se voit appliquer une réduction de 1/120e de son indemnité mensuelle pour chaque absence constatée.

III - Les absences liées à l'un des motifs énumérés ci-après ne donnent lieu à aucune réduction d'indemnité :

- maladie, accident ou hospitalisation du représentant ;
- grossesse de la représentante ;
- décès, maladie, accident ou hospitalisation d'un proche, dans la limite de 5 jours et au-delà, sur dérogation du bureau ;
- événement familial dans les conditions prévues par la réglementation du travail ;
- congé de l'assemblée dans la limite de 15 jours par an ;
- présence au même moment dans une autre commission intérieure de l'assemblée ou dans une commission ou un organisme extérieur ;
- remplacement d'un membre titulaire de la commission de contrôle budgétaire et financier par un suppléant ;
- participation à un événement lié à l'exercice du mandat de représentant ;
- missions officielles ou d'intérêt général ;
- obligation liée à l'exercice d'un mandat parlementaire ou municipal ;
- empêchement insurmontable.

Ces absences doivent faire l'objet d'une déclaration écrite, motivée et adressée par tout moyen au président de l'assemblée au plus tard 72 heures après la tenue de la séance ou réunion, y compris lorsqu'il a été établi une procuration.

IV - Le bureau est chargé de préparer les décisions de réduction d'indemnité. Il peut demander toutes pièces justificatives aux fins de contrôle des absences.

Le bureau est saisi des contestations. Tout représentant qui le demande est entendu par le bureau préalablement à la décision de réduction d'indemnité.

V - Une circulaire du président de l'assemblée, prise après avis du bureau, vient, en tant que de besoin, préciser les modalités de mise en œuvre du présent article.”

Art. 25. — Le président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Loïs SALMON-AMARU.

La présidente de séance,  
Vaiata PERRY-FRIEDMAN.

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 442 CM du 19 avril 2016 portant modification des arrêtés n° 1354 CM du 9 octobre 1998 et n° 528 CM du 30 mai 2008 autorisant la SA Moorea Lagoon Resort à occuper un emplacement du domaine public maritime sis au droit d'une parcelle de la terre Vaipahu à Paopao, commune de Moorea-Maiao (île de Moorea).**

NOR : DAF1620369AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1354 CM du 9 octobre 1998 modifié autorisant la SA Moorea Lagoon Resort à occuper un emplacement du domaine public maritime sis au droit d'une parcelle de la terre Vaipahu à Papetoai, commune de Moorea-Maiao (île de Moorea) ;

Vu l'acte administratif du 8 novembre 1999 enregistré à Papeete le 8 novembre 1999 folio 173 bordereau 5293/1 et transcrit le 10 juillet 2001 volume 2560 n° 14 ;

Vu l'arrêté n° 528 CM du 30 mai 2008 autorisant la SA Moorea Lagoon Resort à occuper un emplacement du domaine public maritime sis au droit d'une parcelle de la terre Vaipahu à Papetoai, commune de Moorea-Maiao (île de Moorea) ;

Vu l'avenant n° 1 du 9 décembre 2008 enregistré à Papeete le 7 janvier 2009 folio 49 bordereau 1512/1 et transcrit le 18 mars 2009 volume 3471 n° 8 ;

Vu la demande de M. Louis Wane, président de la SA Moorea Lagoon Resort réceptionnée à la direction des affaires foncières en date du 4 janvier 2016 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Moorea-Maiao en date du 1er février 2016 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 17 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'alinéa premier de l'article 1er de l'arrêté n° 1354 CM du 9 octobre 1998 modifié autorisant la SA Moorea Lagoon Resort à occuper un emplacement du domaine public maritime sis au droit d'une parcelle de la terre Vaipahu à Paopao, commune de Moorea-Maiao (île de Moorea) sont rédigées comme suit :

“Dans le cadre du projet de reconstruction et d'extension de l'Hôtel Moorea Lagoon, la SA Moorea Lagoon Resort est autorisée à occuper, pour une période de 70 ans à compter de la date du présent arrêté, un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 51 173 mètres carrés cadastré section EA n° 52 commune associée de Paopao, commune de Moorea-Maiao et située au droit de la terre Vaipahu cadastrée EA n° 1 et tel que le tout figure sur le plan intitulé “Concession maritime et constructions réalisées au Sheraton Moorea”.

Art. 2.— Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 528 CM du 30 mai 2008 autorisant la SA Moorea Lagoon Resort à occuper un emplacement du domaine public maritime sis au droit d'une parcelle de la terre Vaipahu à Paopao, commune de Moorea-Maiao (île de Moorea) sont rédigées comme suit :

“La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature de l'avenant pour une durée dont le terme est fixé au 8 octobre 2068.”

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports

intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 445 CM du 20 avril 2016 portant nomination de Mme Maheata Smith en qualité de chef de service par intérim de la délégation à la famille et à la condition féminine.**

NOR : DCF1620399AC.

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 762 CM du 9 septembre 2005 modifié relatif à la création et à l'organisation de la délégation à la famille et à la condition féminine ;

Vu l'arrêté n° 391 CM du 19 mars 2012 portant nomination de Mme Heimata Tang épouse Leon-On en qualité de chef de service de la délégation à la famille et à la condition féminine ;

Vu la demande de congé de Mme Heimata Tang épouse Leon-On en date du 3 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Mme Maheata Smith, agent non titulaire de la fonction publique, est nommée en qualité de chef de service par intérim de la délégation à la famille et à la condition

féminine durant les congés de Mme Heimata Tang épouse Leon-On du 28 avril au 11 mai 2016 inclus.

Art. 2. — Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, des solidarités  
et de la condition féminine,*  
Priscille Tea FROGIER.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 259 PR du 19 avril 2016 portant délégation de signature à l'adjoint au chef du service des moyens généraux.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 273 CM du 20 décembre 2004 modifié portant création et organisation du service des moyens généraux ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 19 novembre 2014 portant nomination de M. Heifara Tetuaiva-Pollock en qualité de chef du service des moyens généraux ;

Vu l'arrêté n° 93 PR du 13 février 2015 portant délégation de signature au chef du service des moyens généraux ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la note de service n° 27 PR/SMG/DIR du 8 janvier 2014 nommant M. Naea Jacquet adjoint au chef du service des moyens généraux ;

Vu la lettre de démission de M. Naea Jacquet aux fonctions d'adjoint au chef du service des moyens généraux en date du 31 mars 2015 ;



Vu la note de service n° 639 PR/SMG/DIR du 12 avril 2016 nommant M. Naea Jacquet adjoint au chef du service des moyens généraux ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — L'article 3 de l'arrêté n° 93 PR du 13 février 2015 est abrogé.

Art. 2. — Après l'article 2 de l'arrêté n° 93 PR du 13 février 2015, il est inséré un nouvel article ainsi rédigé :

“Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Heifara Tetuaiva-Pollock, chef du service des moyens généraux, M. Naea Jacquet, adjoint au chef du service des moyens généraux, est habilité à signer les actes prévus aux articles 1er et 2”.

Art. 3. — Le chef du service des moyens généraux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

**MINISTERE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,  
DE L'ECONOMIE BLEUE,  
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE  
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

**ARRETE n° 3049 MEI/DAE du 18 avril 2016 portant reconnaissance de 233 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée “La propriété industrielle”, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié, pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée “propriété industrielle”,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

## ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 233 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI

Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
PROFILS SYTEMES	DESSIN ET MODEL	60876	20/02/2006	2006-08
PROFILS SYTEMES	DESSIN ET MODEL	60876	20/02/2006	2011-02
ACADEMIE CULINAIRE DE FRANCE	MARQUE	96609983	09/02/1996	2006-46
ALAIN AFFLELOU FRANCHISEUR	MARQUE	3413855	02/03/2006	2006-31
ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	MARQUE	1213973	24/08/1982	2012-38
ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	MARQUE	1484848	24/08/1988	2008-44
ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	MARQUE	1580285	08/01/1990	2010-10
ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	MARQUE	97691246	11/08/1997	2008-27
ALCATEL-LUCENT INTERNATIONAL	MARQUE	3209984	17/02/2003	2013-17
ALIMAK HEK GROUP AB	MARQUE	1346041	11/03/1986	2007-11
ALLEMAND FRANÇOISE ÉPOUSE DELAFON	MARQUE	3403972	18/01/2006	2006-25
AMCLI INTERNATIONAL CORP.	MARQUE	96658112	31/12/1996	2007-34
ASCO SAS	MARQUE	1348771	01/04/1986	2007-01
AVENTIS PHARMA S.A.	MARQUE	1347447	20/03/1986	2006-48
AVENTIS PHARMA S.A.	MARQUE	1348342	27/03/1986	2007-03
AVENTIS PHARMA S.A.	MARQUE	96615301	12/03/1996	2006-50
AVENTIS PHARMA S.A.	MARQUE	96615302	12/03/1996	2007-09
AVENTISUB LLC	MARQUE	3417376	15/03/2006	2006-39
BEAUFOR IPSEN PHARMA	MARQUE	1353180	19/02/1986	2007-05
BEAUMONT VENTURE CORPORATION	MARQUE	96619670	03/04/1996	2007-42
BIOTECHNI	MARQUE	3470068	18/12/2006	2007-21
BIOTECHNI	MARQUE	96619151	28/03/1996	2006-42
BLEDINA	MARQUE	3413751	02/03/2006	2006-32
BLEDINA	MARQUE	3408820	08/02/2006	2006-28
BORWARNER, INC.	MARQUE	1351624	21/04/1986	2007-16
BRISTOL-MYERS SQUIBB COMPANY	MARQUE	1342490	13/02/1986	2006-50
BRISTOL-MYERS SQUIBB COMPANY	MARQUE	1350007	09/04/1986	2007-03
BRISTOL-MYERS SQUIBB COMPANY	MARQUE	1350852	15/04/1986	2007-03
BRISTOL-MYERS SQUIBB COMPANY	MARQUE	96622789	25/04/1996	2007-03
BWT FRANCE	MARQUE	1348773	01/04/1986	2007-05
BWT FRANCE	MARQUE	1379216	25/07/1986	2007-14
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	3421302	03/04/2006	2006-36
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	3448486	04/09/2006	2007-06
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	96634457	16/07/1996	2007-41
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	3424361	20/04/2006	2006-38
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	3424362	20/04/2006	2006-38
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	1385888	24/12/1986	2007-39
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	1385889	24/12/1986	2007-39
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	1371934	25/09/1986	2007-39
CARREFOUR	MARQUE	1341684	06/02/1986	2007-09
CARREFOUR	MARQUE	1347240	19/03/1986	2007-11
CCV BEAUMANOIR	MARQUE	1441890	31/07/1986	2007-26
CDI B	MARQUE	1348820	27/03/1986	2006-41
CEDC INTERNATIONAL SP Z.O.O.	MARQUE	1330195	02/08/1985	2007-05
CEDC INTERNATIONAL SP Z.O.O.	MARQUE	95588457	18/09/1995	2006-10
CENTRAL OPTICS GMBH	MARQUE	3383815	28/09/2005	2006-10
CERRUTI 1881	MARQUE	96622453	23/04/1996	2007-12
CHANEL	MARQUE	1345296	05/03/1986	2007-03
CHANEL	MARQUE	3416017	13/03/2006	2006-33
CHAPEL Suzanne	MARQUE	3446857	23/08/2006	2007-04
CHARLES JOURDAN 1921	MARQUE	1371590	22/09/1986	2007-34
CHARLES JOURDAN 1921	MARQUE	1385170	19/12/1986	2008-28
CHAUVIN ARNOUX	MARQUE	1344752	28/02/1986	2007-04
CHEFARO IRELAND LTD	MARQUE	3450884	14/09/2006	2007-08
COBRA BEER PARTNERSHIP LIMITED	MARQUE	3443686	31/07/2006	2007-01
COGNAC FERRAND	MARQUE	3412657	27/02/2006	2006-31
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3421201	05/04/2006	2006-36
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM	MARQUE	96621707	18/04/1996	2006-43
COPPERWELD BIMETALLICS LLC	MARQUE	1346043	11/03/1986	2006-43
COUTURIER EPOUSE CIRAOLO LILIANE, MONIQUE	MARQUE	1342412	12/02/1986	2006-44
COUTURIER EPOUSE CIRAOLO LILIANE, MONIQUE	MARQUE	96623246	29/04/1996	2007-13
DARDEN CORPORATION	MARQUE	1344797	28/02/1986	2007-16
DART INDUSTRIES, INC	MARQUE	1347313	19/03/1986	2007-11
DIAGEO SCOTLAND LIMITED	MARQUE	1338642	15/01/1986	2006-38
DISNEY ENTREPRISES, INC.	MARQUE	3428189	11/05/2006	2006-41

DISTRIBUTION LEADER PRICE SNC	MARQUE	3412097	20/02/2006	2006-32
DJECO	MARQUE	3414113	06/03/2006	2006-32
DOREL France	MARQUE	3418652	23/03/2006	2006-34
DOREL France	MARQUE	3418653	23/03/2006	2006-17
DR PEPPER/SEVEN UP INC	MARQUE	1339779	23/01/1986	2007-13
DR PEPPER/SEVEN UP, INC.	MARQUE	1385365	06/03/1986	2007-13
DR PEPPER/SEVEN UP, INC.	MARQUE	1345467	06/03/1986	2007-13
DR PEPPER/SEVEN UP, INC.	MARQUE	1346562	14/03/1986	2007-09
E.R. SQUIBB & SONS, L.L.C	MARQUE	1347307	19/03/1986	2006-52
E.R. SQUIBB & SONS, L.L.C	MARQUE	1351076	17/04/1986	2007-03
ECKES-GRANINI GMBH & CO KOMMANDIT GESELSCHAFT	MARQUE	3438972	05/07/2006	2006-49
ECKES-GRANINI GMBH & CO KOMMANDITGESELLSCHAFT	MARQUE	3410553	16/02/2006	2006-29
ELECTRICITE DE FRANCE	MARQUE	3783516	19/11/2010	2011-12
ELI LILLY AND COMPANY	MARQUE	96613763	01/03/1996	2006-49
ELI LILLY AND COMPANY	MARQUE	3417950	21/03/2006	2006-34
ESCO-EUROPEAN SALT COMPANY GMBH & CO. KG	MARQUE	1348218	26/03/1986	2007-25
ESPACE JARDIN	MARQUE	1349052	03/04/1986	2007-20
FEDERATION DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION C.G.T	MARQUE	1419980	07/07/1986	2007-12
FEDERATION DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION C.G.T - FILPAC-C.G.T.	MARQUE	1441892	31/07/1988	2007-16
FEDERATION FRANÇAISE DE CANOE-KAYAK	MARQUE	3425366	26/04/2006	2006-46
FEDERATION NATIONALE DE L'ARTISANAT AUTOMOBILE	MARQUE	3384748	03/10/2005	2006-11
FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES	MARQUE	3539103	22/11/2007	2008-17
GEBAUDEVERSICHERUNG DES KANTONS BERN	MARQUE	3418660	23/03/2006	2006-34
GROUPE MONITEUR ET ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE	MARQUE	96618581	29/03/1996	2006-36
GROUPE MONITEUR FEDERATION FRANCAISE DES INDUSTRIES DU SPORT ET DES LOISIRS	MARQUE	3432740	02/06/2006	2006-45
IGUIDE MEDIA LLC	MARQUE	96621907	19/04/1996	2007-11
IPSEN PHARMA SAS	MARQUE	1344919	03/03/1986	2006-50
IPSEN PHARMA SAS	MARQUE	96611874	21/02/1996	2007-02
JEAN- EUGENE BORIE SA	MARQUE	1337064	06/01/1986	2006-43
JEAN- EUGENE BORIE SA	MARQUE	1337065	06/01/1986	2006-43
JEAN- EUGENE BORIE SA	MARQUE	1337067	06/01/1986	2006-43
JEAN- EUGENE BORIE SA	MARQUE	1337068	06/01/1986	2006-43
JEAN- EUGENE BORIE SA	MARQUE	1337407	09/01/1986	2006-45
JEAN HENAFF S.A.	MARQUE	1346315	12/03/1986	2006-52
JJA	MARQUE	3395234	02/12/2005	2006-18
JLOGICIELS	MARQUE	3372506	20/07/2005	2005-52
KTS TOURISME ET VOYAGES	MARQUE	3374756	01/08/2005	2006-02
LA PLATEFORME	MARQUE	96609579	06/02/1996	2007-06
LABORATOIRE BIODERMA	MARQUE	3424959	24/04/2006	2006-39
LABORATOIRE CHAUVIN	MARQUE	1345992	11/03/1986	2007-07
LABORATOIRE CHAUVIN	MARQUE	1345989	11/03/1986	2007-07
LAITA	MARQUE	96615342	12/03/1996	2006-47
LANCEL INTERNATIONAL SA	MARQUE	1329091	31/10/1985	2006-37
LE CORDON BLEU INTERNATIONAL B.V	MARQUE	1338741	16/01/1986	2006-47
LEE KUM KEE COMPANY LIMITED	MARQUE	96622223	22/04/1996	2006-49
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	3392069	17/11/2005	2006-16
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	3392071	17/11/2005	2006-16
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1344378	26/02/1986	2006-46
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1336380	27/12/1985	2006-40
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1336381	27/12/1985	2006-41
LEHNING ENTREPRISE	MARQUE	1336382	27/12/1985	2006-41
LEMAITRE DEMEESTERE YDIL FRANCE MURALIN	MARQUE	1417742	25/04/1986	2007-30
LEROY MERLIN PARTICIPATIONS	MARQUE	3416549	15/03/2006	2006-51
LES COMPTOIRS MODERNES	MARQUE	1351565	21/02/1986	2007-07
LESAFFRE ET COMPAGNIE	MARQUE	96619819	02/04/1996	2006-42
LINEDATA SERVICES LEASING ET CREDIT	MARQUE	3409950	09/02/2006	2006-29
MAKE-UP ART COSMETICS INC.	MARQUE	96616033	15/03/1996	2006-46
MAPA SAS	MARQUE	1366620	05/08/1986	2007-28
MARET Bernard - RANICA Béatrice	MARQUE	3366494	22/06/2005	2006-01
MEGA BRANDS INC.	MARQUE	1354565	13/05/1986	2007/07
MHCS	MARQUE	3433508	06/06/2006	2006-45
MHCS	MARQUE	1359543	09/06/1986	2007-13
MHCS	MARQUE	1354648	14/05/1986	2007-18
MHCS	MARQUE	3436029	19/06/2006	2006-47

MHCS	MARQUE	3436030	19/06/2006	2006-47
MHCS	MARQUE	3436034	19/06/2006	2006-47
MHCS	MARQUE	1356932	30/05/1986	2007-14
MINTEQ INTERNATIONAL INC	MARQUE	1345649	07/03/1986	2007-13
MONDADORI MAGAZINES FRANCES	MARQUE	96620410	11/04/1996	2007-12
MONDADORI MAGAZINES FRANCES	MARQUE	96628022	03/06/1996	2008-04
MONDADORI MAGAZINES FRANCES	MARQUE	96637817	07/08/1996	2007-31
MONDADORI MAGAZINES FRANCES	MARQUE	96653140	29/11/1996	2007-45
MONDADORI MAGAZINES FRANCES	MARQUE	3415275	06/03/2006	2006-32
MONDADORI MAGAZINES FRANCES	MARQUE	3420523	29/03/2006	2006-36
MUNDIPHARMA AG	MARQUE	1348799	27/03/1986	2007-09
MUTUELLE OCIANE	MARQUE	3420331	31/03/2006	2006-35
NIPPON TOKUSHU TOGYO K.K.	MARQUE	1339861	23/01/1986	2006-44
NISSAN MOTOR CO LTD (NISSAN JIDOSHA K.K.)	MARQUE	1336157	24/12/1985	2006-36
NISSAN MOTOR CO LTD (NISSAN JIDOSHA K.K.)	MARQUE	1343024	17/02/1986	2006-44
NTN CORPORATION	MARQUE	1345711	07/03/1986	2006-52
NUTRIMETICS FRANCE	MARQUE	96622373	23/04/1996	2007-20
OCCASIONS RHONE AUTOMOBILE 7	MARQUE	3414911	08/03/2006	2006-38
ORICA EXPLOSIVES TECHNOLOGY PTY LIMITED	MARQUE	96619343	03/04/1996	2006-49
P.C. INTERNATIONAL MARKETING LIMITED	MARQUE	1374767	14/10/1986	2007-41
PANASONIC CORPORATION	MARQUE	1338238	13/11/1985	2006-36
PAREXGROUP PARTICIPATIONS SAS	MARQUE	1366724	06/08/1986	2007-33
PEPSICO, INC.	MARQUE	3383068	01/04/1996	2007-13
PEPSICO, INC.	MARQUE	1345499	06/03/1986	2007-07
PERKINS HOLDINGS LIMITED	MARQUE	1355831	23/05/1986	2007-11
PHARMASWISS SA	MARQUE	1367823	13/08/1986	2007-32
PHYSIO CONTROL INC	MARQUE	96615126	11/03/1996	2007-07
PIA PÈRE ET FILS B.V.	MARQUE	1339412	21/01/1986	2006-37
PLACARDECOR DISTRIBUTION	MARQUE	96615444	07/03/1996	2007-07
PORT EUROPE	MARQUE	3420378	31/03/2006	2006-36
PORT EUROPE	MARQUE	3420371	31/03/2006	2006-36
PRC - DESOTO INTERNATIONAL, INC.	MARQUE	3066839	01/04/1996	2007-06
REALISATIONS-CONCEPTIONS-IDEES-JEUX	MARQUE	3378624	06/09/2005	2006-06
REALISATIONS-CONCEPTIONS-IDEES-JEUX	MARQUE	3378625	06/09/2005	2006-06
ROCHE BRUNE INVESTISSEMENTS SC	MARQUE	3419869	30/03/2006	2006-35
ROCKWELL AUTOMATION LIMITED	MARQUE	99822909	01/04/1996	2007-15
S.P.M.D.	MARQUE	3414288	06/03/2006	2006-15
SABILUC	MARQUE	3363323	06/06/2005	2005-45
SANOFI	MARQUE	1339868	23/01/1986	2006-49
SANOFI	MARQUE	1343508	20/02/1986	2006-50
SANOFI	MARQUE	96614028	04/03/1996	2006-48
SANOFI	MARQUE	96618262	28/03/1996	2006-48
SANOFI	MARQUE	3398958	09/12/2005	2006-21
SANOFI	MARQUE	3404060	19/01/2006	2006-25
SANOFI	MARQUE	3406969	31/01/2006	2006-27
SANOFI	MARQUE	3409911	14/02/2006	2006-29
SANOFI	MARQUE	3412459	27/02/2006	2006-31
SANOFI	MARQUE	3413908	03/03/2006	2006-31
SANOFI	MARQUE	3415102	06/03/2006	2006-32
SANOFI	MARQUE	3415171	06/03/2006	2006-32
SANOFI	MARQUE	3415344	09/03/2006	2006-32
SANOFI PASTEUR	MARQUE	96613026	23/02/1996	2006-52
SANOFI-AVENTIS	MARQUE	3413926	01/03/2006	2006-31
SANOFI-AVENTIS FRANCE	MARQUE	96606580	19/01/1996	2006-49
SANOFI-AVENTIS FRANCE	MARQUE	96616029	15/03/1996	2007-06
SANOFI-AVENTIS FRANCE	MARQUE	3419441	22/03/2006	2007-05
SARL AMPELIDAE	MARQUE	96657845	23/12/1996	2008-08
SAS PIERREL ET ASSOCIES	MARQUE	96609997	09/02/1996	2007-35
SCA du Château GUIRAUD	MARQUE	3422986	13/04/2006	2006-37
SCA du Château GUIRAUD	MARQUE	3422981	13/04/2006	2006-37
SCA du Château GUIRAUD	MARQUE	3426410	02/05/2006	2006-40
SCHWEPPES INTERNATIONAL LIMITED	MARQUE	1345361	05/03/1986	2007-12
SEGA GAMES CO., LTD.	MARQUE	3544083	01/04/1996	2008-20
SERENI GROUP	MARQUE	3436840	23/06/2006	2006-47
SERENI GROUP	MARQUE	3452342	25/09/2006	2007-09
SHISEIDO COMPANY LTD	MARQUE	96621596	16/04/1996	2007-03
SHISEIDO COMPANY LTD	MARQUE	96621599	16/04/1996	2007-03
SHISEIDO COMPANY LTD	MARQUE	3421950	07/04/2006	2006-36
SHISEIDO COMPANY LTD	MARQUE	3421977	07/04/2006	2006-36
SOCIETE IMMOBILIERE TOURISQUE ET HOTELIERE DE LA BAULE	MARQUE	95582235	26/07/1995	2006-29

SOCIETE IMMOBILIERE TOURISQUE ET HOTELIERE DE LA BAULE	MARQUE	95582236	26/07/1995	2006-27
SOCIETE JAS HENNESSY & CO	MARQUE	96619597	04/04/1986	2007-01
SOCIETE JAS HENNESSY & CO	MARQUE	96619598	04/04/1996	2007-01
SOCIETE JAS HENNESSY & CO	MARQUE	3421955	07/04/2006	2006-36
SOCIETE JAS HENNESSY & CO	MARQUE	3421953	07/04/2006	2006-36
SOCIETE JAS HENNESSY & CO	MARQUE	3421958	07/04/2006	2006-36
SOCIETE JAS HENNESSY & CO	MARQUE	3421963	07/04/2006	2006-36
SOGECAP	MARQUE	3416314	14/03/2006	2006-33
SOMFLU	MARQUE	1355163	16/05/1986	2007-20
SOMFLU	MARQUE	1388774	25/11/1986	2007-45
SPBI	MARQUE	3378299	02/09/2005	2006-06
SPBI	MARQUE	3378985	08/09/2005	2006-06
THE QUAKER OATS COMPANY	MARQUE	3413403	01/03/2006	2006-31
THE QUAKER OATS COMPANY	MARQUE	3413404	01/03/2006	2006-31
TOYOTA JIDOSHA KABUSHIKI KAISHA (trading as TOYOTA MOTOR CORPORATION)	MARQUE	3410908	17/02/2006	2006-29
TRADEMARKS HOLDING, LLC	MARQUE	95588877	20/09/1995	2006-34
TRADEMARKS HOLDING, LLC	MARQUE	95588878	20/09/1995	2006-34
TRENDLAB	MARQUE	1389686	28/03/1986	2007-21
TUBESCA - COMABI	MARQUE	96627453	24/05/1996	2006-51
TUBESCA-COMABI	MARQUE	96627452	24/05/1996	2006-51
UNHYCOS	MARQUE	3430425	17/05/2006	2006-43
UNHYCOS	MARQUE	3431134	19/05/2006	2006-51
VALCOS SA	MARQUE	3416040	13/03/2006	2006-33
VALCOS SA	MARQUE	3423305	13/04/2006	2006-37
VOYAGEURS DU MONDE	MARQUE	3414700	07/03/2006	2006-32
W.R. GRACE & CO-CONN	MARQUE	1339845	23/01/1986	2006-22
WERNER CO.	MARQUE	1344804	28/02/1986	2006-45
WILSON SPORTING GOODS COMPANY	MARQUE	1315346	08/07/1985	2006-11
Wing Company GmbH	MARQUE	3422706	11/04/2006	2006-37
WOLTERS KLUWER FRANCE	MARQUE	3416582	15/03/2006	2006-33
WOLTERS KLUWER FRANCE	MARQUE	3428867	15/05/2006	2006-42
WOLTERS KLUWER FRANCE	MARQUE	3417150	17/03/2006	2006-33
WOLTERS KLUWER FRANCE	MARQUE	3441152	18/07/2006	2006-51
WOLTERS KLUWER FRANCE	MARQUE	3419581	29/03/2006	2006-35

**ARRETE n° 3059 MEI du 18 avril 2016 portant renouvellement d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Tahiti Nui Fish, représentée par son gérant M. Taute Tefaatau.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 modifiée portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des mareyeurs en vue de bénéficier des dispositifs d'aide intervenant dans le secteur de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 927 CM du 2 juillet 2007 modifié portant application de la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 modifiée portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des mareyeurs en vue de bénéficier des dispositifs d'aide intervenant dans le secteur de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 3651 MRM du 22 avril 2014 portant renouvellement d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Tahiti Nui Fish, représentée par son gérant M. Taute Tefaatau ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément de la SARL Tahiti Nui Fish du 23 mars 2016 ;

Vu les statistiques rendues le 23 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'agrément en qualité de mareyeur de la SARL Tahiti Nui Fish représentée par son gérant, M. Taute Tefaatau, est renouvelé pour une période de deux ans à compter du 12 avril 2016.

Art. 2.— A la date anniversaire de l'obtention de l'agrément, la SARL Tahiti Nui Fish doit fournir annuellement un état de situation de son activité.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 3061 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Emmanuel Juan pour la production d'une série de fiction télévisée, intitulée "Les aventures de Tao et Tiaporo, saison 2".**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Emmanuel Juan réceptionnée le 12 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016,

**Arrête :**

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *deux millions neuf cent mille francs CFP* (2 900 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Emmanuel Juan pour la production d'une série de fiction télévisée, de 50 épisodes de 13 minutes chacun, intitulée "Les aventures de Tao et Tiaporo, saison 2".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Emmanuel Juan selon les modalités suivantes :

- un premier versement d'un *million quatre cent cinquante mille francs CFP* (1 450 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, un *million quatre cent cinquante mille francs CFP* (1 450 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de la série de fiction télévisée sous la forme d'un DVD et d'un fichier numérique, de la lettre de diffusion d'une société de télédiffusion, des fiches relatives à l'évaluation de l'impact économique du projet aidé et le rapport économique sur les dépenses locales effectuées lors du projet aidé, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés d'une attestation de régularité des dépenses réalisées dans le cadre du projet aidé et certifiées par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juin 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5.— Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6.— Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7.— Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après visionnage de l'œuvre complète, à sélectionner et disposer gracieusement de rushes de tournage dans les conditions définies par l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 susvisé. La Polynésie française ne pourra utiliser ces images que dans le cadre de la promotion touristique et culturelle du pays.

Art. 8. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 9. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide est également exigé lorsque le budget de production réellement exécuté est inférieur de plus de 15 % du budget initial, déduction faite de la différence entre le montant de l'aide demandée par le bénéficiaire et le montant effectivement accordé.

Art. 10. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 3062 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau pour la production d'une série de 20 court-métrages de fiction, intitulée "Tupapa'u".**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau réceptionnée le 26 janvier 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *cinq millions de francs CFP* (5 000 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau pour financer la production d'une série de 20 court-métrages de fiction de 13 minutes chacun, intitulée "Tupapa'u".

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *deux millions cinq cent mille francs CFP* (2 500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *deux millions cinq cent mille francs CFP* (2 500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de la série de court-métrages sous la forme d'un DVD et d'un fichier numérique, de la lettre de diffusion d'une société de télédiffusion, des fiches relatives à l'évaluation de l'impact économique du projet aidé et le rapport économique sur les dépenses locales effectuées lors du projet aidé, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés d'une attestation de régularité des dépenses réalisées dans le cadre du projet aidé et certifiées par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2016, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.



Art. 7.— Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après visionnage de l'œuvre complète, à sélectionner et disposer gracieusement de rushes de tournage dans les conditions définies par l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 susvisé. La Polynésie française ne pourra utiliser ces images que dans le cadre de la promotion touristique et culturelle du pays.

Art. 8.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 9.— Le remboursement intégral ou partiel de l'aide est également exigé lorsque le budget de production réellement exécuté est inférieur de plus de 15 % du budget initial, déduction faite de la différence entre le montant de l'aide demandée par le bénéficiaire et le montant effectivement accordé.

Art. 10.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.

Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 3063 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jonathan Bougard pour l'écriture d'un documentaire, intitulé "Mara".**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Jonathan Bougard réceptionnée le 12 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *trois cent cinquante mille francs CFP* (350 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jonathan Bougard pour l'écriture d'un documentaire de 52 minutes, intitulé "Mara".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Jonathan Bougard selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cent soixante-quinze mille francs CFP* (175 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *cent soixante-quinze mille francs CFP* (175 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du scénario, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables de l'utilisation de l'aide accordée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.

Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 3064 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa pour l'écriture d'un téléfilm, intitulé "E Arioi Vahine".**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa réceptionnée le 15 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa pour l'écriture d'un téléfilm de 100 minutes, intitulé "E Arioi Vahine".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du scénario, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables de l'utilisation de l'aide accordée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 3065 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa pour la production d'un clip musical, intitulé "Fa'afaite by Pepena".**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa réceptionnée le 15 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa pour la production d'un clip musical de 5' 30", intitulé "Fa'afaite by Pepena".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Virginie Tetoofa selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du clip musical sous la forme d'un DVD et d'un fichier numérique, de la lettre de diffusion d'une société de télédiffusion, des fiches relatives à l'évaluation de l'impact économique du projet aidé et le rapport économique sur les dépenses locales effectuées lors du projet aidé, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables à hauteur du montant de l'aide attribuée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 juin 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5.— Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6.— Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7.— Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après visionnage de l'œuvre complète, à sélectionner et disposer gracieusement de rushes de tournage dans les conditions définies par l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 susvisé. La Polynésie française ne pourra utiliser ces images que dans le cadre de la promotion touristique et culturelle du pays.

Art. 8.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 9.— Le remboursement intégral ou partiel de l'aide est également exigé lorsque le budget de production réellement exécuté est inférieur de plus de 15 % du budget initial, déduction faite de la différence entre le montant de l'aide demandée par le bénéficiaire et le montant effectivement accordé.

Art. 10.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.

Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 3066 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jean-Philippe Joaquim pour l'écriture d'un documentaire, intitulé "Hoe A Tau".**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Jean-Philippe Joaquim réceptionnée le 15 février 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *trois cent cinquante mille francs CFP* (350 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jean-Philippe Joaquim pour l'écriture d'un documentaire de 52 minutes, intitulé "Hoe A Tau".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Jean-Philippe Joaquim selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cent soixante-quinze mille francs CFP* (175 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *cent soixante-quinze mille francs CFP* (175 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du scénario, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés des justificatifs comptables de l'utilisation de l'aide accordée. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2017, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Teva ROHFRIETSCH.

**ARRETE n° 3067 MEI du 18 avril 2016 approuvant l'attribution d'une aide financière (SCAN) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Karim Mahdjouba pour la production de magazines, intitulés "Waaaaaves".**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-27 du 14 août 2014 portant création d'un dispositif de soutien à la création audiovisuelle et numérique (SCAN) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Karim Mahdjouba réceptionnée le 26 janvier 2016 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 15 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de *cinq millions de francs CFP* (700 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Karim Mahdjouba pour financer la production de 41 magazines de 13 minutes chacun, intitulée "Waaaaaves".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Karim Mahdjouba selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *trois cent cinquante mille francs CFP* (350 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *trois cent cinquante mille francs CFP* (350 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des magazines sous la forme d'un DVD et d'un fichier numérique, de la lettre de diffusion d'une société de télédiffusion, des fiches relatives à l'évaluation de l'impact économique du projet aidé et le rapport économique sur les dépenses locales effectuées lors du projet aidé, du budget et du plan de financement définitifs accompagnés d'une attestation de régularité des dépenses réalisées dans le cadre du projet aidé et certifiées par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 octobre 2016, auprès de la direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française" dans tous ses supports de communication et de promotion et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après visionnage de l'œuvre complète, à sélectionner et disposer gracieusement de rushes de tournage dans les conditions définies par l'arrêté n° 1974 CM du 23 décembre 2014 susvisé. La Polynésie française ne pourra utiliser ces images que dans le cadre de la promotion touristique et culturelle du pays.

Art. 8. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 9. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide est également exigé lorsque le budget de production réellement exécuté est inférieur de plus de 15 % du budget initial, déduction faite de la différence entre le montant de l'aide demandée par le bénéficiaire et le montant effectivement accordé.

Art. 10. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 3090 MEI du 19 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua au profit de M. Tavi Moeava Joseph Marunui-Horley (exploitant n° 286).**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de M. Tavi Moeava Joseph Marunui-Horley du 16 juin 2015 réceptionnée le 3 juillet 2015 d'annuler le 1er emplacement,

## Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Tavi Moeava Joseph Marunui-Horley aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 143 mètres carrés, sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé sur la rive nord de la passe Haniuru.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée jusqu'au 12 mars 2020. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter du 3 juillet 2015. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

Art. 5. — L'arrêté n° 5183 MRM du 2 août 2010 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua au profit de M. Tavi Moeava Joseph Marunui-Horley (exploitation 179) est abrogé à compter du 3 juillet 2015.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et minières et le directeur des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Teva ROHFRTSCH.

**ARRETE n° 3165 MEI du 20 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 2224 MEI du 18 mars 2016 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-Des-Anges de Faa'a.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des loteries organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;

Vu l'arrêté n° 2224 MEI du 18 mars 2016 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-Des-Anges de Faa'a ;

Vu la demande de report présentée par l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-Des-Anges de Faa'a reçue le 31 mars 2016,

## Arrête :

Article 1er. — Dans l'article 1er de l'arrêté n° 2224 MEI du 18 mars 2016 susvisé, les termes : "le samedi 30 avril 2016" sont remplacés par : "le vendredi 13 mai 2016" en ce qui concerne la date de tirage de ladite loterie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-Des-Anges de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.  
Teva ROHFRTSCH.

**MINISTRE DU TRAVAIL, DES SOLIDARITES  
ET DE LA CONDITION FEMININE**

**ARRETE n° 3043 MTS du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2110 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de serveur(se) en restauration.**

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

- Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 904 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel de serveur(se) en restauration ;

Vu l'arrêté n° 2110 MEF du 4 avril 2013 modifié portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de "serveur(se) en restauration",

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2110 MEF du 4 avril 2013 est complété comme suit :

- Mme Laiza Marakai épouse Faufau.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Priscille Tea FROGIER.

**ARRETE n° 3044 MTS du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de cuisinier(ère).**

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 894 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel de cuisinier(ère) ;

Vu l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 modifié portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel de cuisinier(ère),

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 9717 MSE du 3 décembre 2013 susvisé est complété comme suit :

- M. Heiarii Fabien.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Priscille Tea FROGIER.

**ARRETE n° 3089 MTS du 19 avril 2016 portant dérogation de caractère temporaire au principe du repos dominical en faveur de la société CEGELEC.**

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 681 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail ;

Vu les dispositions du code du travail relatives aux dérogations de caractère temporaire sur autorisation administrative, particulièrement ses articles LP. 3222-10, LP. 3222-11, A. 3222-2 et A. 3222-3 ;

Vu la demande de la société CEGELEC en date du 23 mars 2016, reçue le 31 mars 2016 et les pièces complémentaires reçues le 6 avril 2016 ;

Vu les avis favorables des délégués syndicaux et du comité d'entreprise, consultés le 23 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur du travail en date du 6 avril 2016 ;

Vu l'avis réputé favorable du maire de la commune de Pirae, en l'absence de réponse dans le délai réglementaire de dix jours qui a expiré le 15 avril 2016 ;

Vu les contraintes inhérentes à l'obligation d'entretien d'un poste électrique au Centre hospitalier du Taaone et la nécessité de minimiser les incidences sur le fonctionnement de l'hôpital en privilégiant les travaux d'intervention un dimanche,



Arrête :

Article 1er.— La société CEGELEC est autorisée à déroger au principe du repos dominical le dimanche 24 avril 2016, dans le cadre de l'entretien du poste nord de transformation électrique au Centre hospitalier du Taaone.

Art. 2.— Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des limites quotidienne et hebdomadaire de la durée du travail fixées par les articles LP. 3211-11 à LP. 3211-13, sauf dérogation accordée par l'inspecteur du travail.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Priscille Tea FROGIER.

**MINISTRE DU LOGEMENT  
ET DE LA RENOVATION URBAINE,  
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,  
DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE**

**ARRETE n° 3174 MLV du 20 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime sis commune de Bora Bora, commune associée de Anau, au profit de M. Marcel Manate.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Marcel Manate en date du 24 août 2015 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Bora Bora en date du 6 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée, au profit de M. Marcel Manate, l'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 184 mètres carrés attenants aux remblais cadastrés, section BE n° 68 et n° 69 sis au droit de la parcelle B de la terre Taahioiti cadastrée section BE n° 4, sis commune de Bora Bora, commune associée de Anau, comme suit :

- un emplacement d'une superficie de 46 mètres carrés destiné à l'implantation d'une passerelle et d'un ponton sur pilotis avec plate-forme ;
- une emprise maritime d'une superficie de 138 mètres carrés ;
- dans le cadre d'une station maritime de distributions d'hydrocarbures, conformément au plan de masse à l'échelle 1/500e et à la fiche descriptive du ponton joints à la demande de l'intéressé.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— Avant toute exécution de travaux, le bénéficiaire est tenu d'obtenir au préalable une autorisation de travaux immobiliers délivrée par le service en charge de l'urbanisme.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° L'emplacement concédé est affecté à l'implantation d'une passerelle, d'un ponton sur pilotis avec plate-forme et à la délimitation d'une emprise maritime ;
- 2° Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il devra laisser le libre accès du public aux ouvrages ;
- 4° Le ponton sur pilotis avec plate-forme devra comporter une signalisation de jour et de nuit au titre de la sécurité de la navigation et de la circulation maritime dans la zone ;
- 5° Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile et de communiquer à la Polynésie française, au moment de la signature de l'acte administratif, les attestations relatives des contrats d'assurances qu'il aura souscrits ;  
Il sera tenu de présenter annuellement, auprès de la Polynésie française, l'attestation des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;

- 6° Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 7° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 5.— Le bénéficiaire dispose d'un délai de 3 mois suivant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française pour s'acquitter des redevances et des frais y afférents. A défaut, l'autorisation sera caduque.

Art. 6.— La redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à la somme de *quarante mille francs CFP* (40 000 F CFP).

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais, sauf avis contraire de l'autorité compétente.

Art. 8.— En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, et après commandement d'exécuter demeuré infuitueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux.

Art. 9.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marcel Manate et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 3175 MLV du 20 avril 2016 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 9246 MLV du 15 octobre 2015 autorisant l'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime (corps-morts) sis à Raiatea, commune de Uturoa, au profit de la société EURL Dream Yacht Tahiti.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 9246 MLV du 15 octobre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime (corps-morts) sis à Raiatea, commune de Uturoa, au profit de la société EURL Dream Yacht Tahiti ;

Vu la demande de la société EURL Dream Yacht Tahiti, dont le gérant est M. Loïc Bonnet, réceptionnée à la direction des affaires foncières, subdivision des îles Sous-le-Vent le 13 janvier 2016 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Uturoa en date du 25 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 1er et 4 de l'arrêté n° 9246 MLV du 15 octobre 2015 susvisé, sont modifiés comme suit :

*“Article 1er. — L'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 18 mètres carrés sis à Raiatea, commune de Uturoa, est autorisée au profit de la société de charters nautiques EURL Dream Yacht Tahiti.*

Cette occupation est destinée à l'implantation de deux (2) corps-morts pour mouillage sur bouée comme suit :

- corps-mort A (coordonnées 16°43'24 Sud et 151°26'51 Ouest) ;
- corps-mort B (coordonnées 16°43'23 Sud et 151°26'48 Ouest).

Le tout figure sur le plan, joint à la demande de l'intéressée.”

*“Art. 4. — La redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à la somme de vingt mille francs CFP (20 000 F CFP).*

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.”

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société de charters nautiques EURL Dream Yacht Tahiti et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.

*Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.*

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,  
Tearii ALPHA.*

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*

**ARRETE n° 3176 MLV du 20 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2454 MLV du 6 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 195 CM du 6 février 2008 portant affectation de la terre Tonoï-Teovari-Mariua : lot G, cadastrée commune de Uturoa, section AC n° 116, au profit de la direction des affaires sociales, et autorisant la location d'une emprise d'une superficie de 391 mètres carrés à détacher des parcelles cadastrées, section AC n° 39 et AC n° 116, dépendant de la terre domaniale dénommée Tonoï-Teovari-Mariua, attenante à la parcelle cadastrée section AB n° 130 de la terre Atitautu : parcelle A, sise à Raiatea, commune de Uturoa, au profit de Mlle Laura Barillot et M. Kévin Labadens.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu le bail en date du 24 avril 2015 conclu par la Polynésie française au profit de Mlle Laura Barillot et M. Kévin Labadens ;

Vu la demande de location de Mlle Laura Barillot et M. Kévin Labadens en date du 28 septembre 2015 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 21 janvier 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mlle Laura Barillot et M. Kévin Labadens en date du 1er février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'intitulé et à l'article 2 de l'arrêté n° 2454 MLV du 6 mars 2015, les mots : "391 mètres carrés" sont remplacés par les mots : "648 mètres carrés".

Art. 2.— L'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 2454 MLV du 6 mars 2015 est ainsi rédigé :

"Telle que ladite parcelle figure sur le plan n° 2014-10-41c en date du 7 septembre 2015 établi par les géomètres topographes de la SARL Anding-Leininger, joint à la demande des intéressés."

Art. 3.— Un alinéa ainsi rédigé est inséré après l'alinéa 1 de l'article 4 de l'arrêté n° 2454 MLV du 6 mars 2015 :

"A compter de la date de signature de l'avenant au bail du 24 avril 2015 et ce jusqu'au 23 avril 2024, le loyer annuel est fixé à cent trente-neuf mille trois cent vingt-sept francs CFP (139 327 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini)."

Le reste sans changement.

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**ARRÊTE n° 3092 MEE du 19 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 8332 MEE du 4 septembre 2014 modifié portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire des enseignements secondaires.**

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu la convention n° HC 56-7 du 4 avril 2007 modifiée entre l'Etat et la Polynésie française relative à l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1242 CM du 18 novembre 1988 portant création d'un comité technique paritaire des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 8332 MEE du 4 septembre 2014 modifié portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 1848 CM du 18 novembre 2015 portant nomination de M. Cyril Desouches en qualité de directeur général de l'éducation et des enseignements ;

Vu l'arrêté n° 10580 MEE du 2 décembre 2015 portant modification de l'arrêté n° 8332 MEE du 4 septembre 2014 modifié portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire des enseignements secondaires,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 8332 MEE du 4 septembre 2014 modifié susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Les membres suivants sont désignés pour représenter l'administration auprès du comité technique paritaire :

*Titulaires :*

- M. Cyril Desouches, directeur général de l'éducation et des enseignements, *président* ;
- Mme Sandra Shan Sei Fan, secrétaire générale de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- M. Arnaud Provo, contrôleur de gestion de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- M. Marco Attal, inspecteur d'académie, chef du département de l'orientation et de l'insertion de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- M. Thierry Delmas, proviseur de vie scolaire, chef du département de la vie des écoles et des établissements de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- Mme Lovaina Chung Tien, chef du pôle de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- Mme Emilie Chong, chef du pôle des ressources humaines 2nd degré de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

- Mme Mireille Bufard, agent comptable du lycée professionnel de Faa'a ;
- M. Jimmy Legros, proviseur du lycée polyvalent de Taaone ;
- M. Philippe Jodry, principal du collège de Arue.

*Suppléants :*

- Mme Martine Millat, inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur général ;
- M. Bruno Lamoureux, chef du département de l'informatique et du numérique éducatif de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- Mme Sophie Neyret, chef du bureau de la vie scolaire des établissements 1er et 2nd degrés de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- M. Karl Liu, chef du bureau des finances et de la comptabilité de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- Mme Véronique Rigo, agent comptable du lycée professionnel de Mahina ;
- M. Pascal Maillou, proviseur du lycée hôtelier de Tahiti ;
- Mme Valérie Dupre Micoulean, principale du collège de Punaauia ;
- M. Erick Besse, proviseur du lycée Paul-Gauguin ;
- M. Yves Rotureau, principal du collège de Taunoa ;
- M. Patrice Rattier, proviseur du lycée professionnel de Mahina.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — L'arrêté n° 10580 MEE du 2 décembre 2015 portant modification de l'arrêté n° 8332 MEE du 4 septembre 2014 portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire des enseignements secondaires est abrogé.

Art. 4. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
- Nicole SANQUER-FAREATA.

**ARRETE n° 3093 MEE du 19 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 1441 MEE du 18 février 2015 modifié, relatif à la nomination des membres du comité technique paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française.**

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu la convention n° HC 56-7 du 4 avril 2007 modifiée entre l'Etat et la Polynésie française relative à l'éducation ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps des instituteurs de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat pour la Polynésie française ;

Vu la liste du Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC de Polynésie SNUIpp-FSU de Polynésie du 9 février 2015 ;

Vu la lettre du Syndicat territorial des instituteurs(trices), professeurs et agents de l'éducation publique STIP/AEP-UNSA du 10 février 2015 ;

Vu l'arrêté n° 1441 MEE du 18 février 2015 modifié relatif à la nomination des membres du comité technique paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1848 CM du 18 novembre 2015 portant nomination de M. Cyril Desouches en qualité de directeur général de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu l'arrêté n° 358 MEE du 19 janvier 2016 portant modification de l'arrêté n° 1441 MEE du 18 février 2015 modifié relatif à la nomination des membres du comité technique paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 1441 MEE du 18 février 2015 modifié susvisé, en ce qui concerne la nomination des représentants de l'administration, est rédigé ainsi qu'il suit :

**"REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION**

*Membres titulaires :*

- M. Cyril Desouches, directeur général de l'éducation et des enseignements, *président* ;
- Mme Martine Millat, inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur général ;
- Mme Sandra Shan Sei Fan, secrétaire générale de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- M. Arnaud Provo, contrôleur de gestion de la direction générale de l'éducation et des enseignements.

*Membres suppléants :*

- Mme Lysiane Yan épouse Cier Foc, chef du bureau des affaires juridiques et du contrôle interne de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- Mme Delphine Testard, responsable de la carte scolaire du 1er degré au pôle de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- M. Thierry Ariiotima, chef du pôle des personnels enseignants du 1er degré de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;
- Mme Lovaina Chung Tien, chef du pôle de l'organisation scolaire de la direction générale de l'éducation et des enseignements.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — L'arrêté n° 358 MEE du 19 janvier 2016 portant modification de l'arrêté n° 1441 MEE du 18 février 2015 relatif à la nomination des membres du comité technique paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat créés pour la Polynésie française est abrogé.

Art. 4. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME,  
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

**ARRETE n° 3050 MET du 18 avril 2016 autorisant le navire Tuamotu Fish à desservir certains atolls des Tuamotu dans le cadre du transport scolaire en avril 2016.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 3051 MET du 10 avril 2015 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Degage et Cie pour l'exploitation du navire Tuamotu Fish sur certaines îles des Tuamotu Ouest et Centre ;

Vu le marché public de prestation de services n° 731 du 11 février 2014 conclu entre la SNC Degage et Cie (navire Cobia II) et le ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative, ayant pour objet le transport par voie maritime des élèves originaires des Tuamotu-Gambier et scolarisés aux Tuamotu-Gambier et à Tahiti ;

Vu le courrier n° 50195 MEE/DGEE/pts du 1er décembre 2015 reconduisant le marché public de prestation de services n° 731 du 11 février 2014 pour l'année 2016 ;

Vu l'immobilisation du navire Cobia II pour cause de panne technique ;

Vu la demande de la SNC Degage et Cie réceptionnée le 7 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 3051 MET du 10 avril 2015 modifié susvisé, le navire Tuamotu Fish est autorisé à desservir en avril 2016 les îles de Makemo, Taenga, Nihiru, Raraka, Hao, Amanu, Vairaatea et Tematangi au titre du transport scolaire.

Art. 2. — Le navire Tuamotu Fish assure le remplacement du navire Cobia II immobilisé suite à une avarie moteur. Le navire Aremiti 1, navire de remplacement du navire Cobia II, est utilisé pour les besoins du transport scolaire aux îles Marquises.

Art. 3. — Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 3083 MET du 19 avril 2016 proclamant la liste des candidats admis à la session d'examen du certificat de capacité à la conduite des véhicules de remise pour Tahiti et Moorea, au titre de l'année 2016.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-4 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise ;

Vu l'arrêté n° 1026 CM du 3 août 2001 modifié fixant le programme, la nature et le coefficient de l'examen du certificat à la conduite des voitures de remise ;

Vu l'arrêté n° 9491 MET du 29 octobre 2015 portant ouverture au titre de l'année 2016 d'une session d'examen du certificat de capacité à la conduite des véhicules de remise pour les îles du Vent (Tahiti et Moorea) ;

Vu le procès-verbal n° 1176 MET/DTT du 24 mars 2016 portant validation de la liste définitive des candidats admis par les membres du jury,

Arrête :

Article 1er. — Sont déclarées définitivement admises à la session d'examen du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules de remise pour l'île de Tahiti, les personnes citées ci-après :

- Mme Marie Sidonie Tina Aitamai ;
- M. Hans Einar Vaiatua Carlson ;
- M. Samuel Augusto Da Fonseca ;
- M. Pascal Henry Pierre Junca ;
- M. Koki Charles Joffrey Kaimuko-Katupa ;
- Mme Sandra Alma Teriiaumoana Matae épouse Casas ;
- Mme Heiana Pohue ;
- Mme Herenui Tetauru.

Art. 2. — Est déclarée définitivement admise à la session d'examen du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules de remise pour l'île de Moorea, la personne citée ci-après :

- Mme Mouimoui Yvette Léon.

Art. 3. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressé(e)s et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 3084 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la commune de Maupiti.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé direction de l'équipement ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Maupiti, de la subdivision de l'équipement des îles Sous-le-Vent, de la subdivision des ressources marines et minières des îles Sous-le-Vent et du tavana hau des îles Sous-le-Vent ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 1er mars 2016 ;

Vu la demande en date du 25 janvier 2016, reçue au GEGDP le 21 mars 2016, présentée par la commune de Maupiti,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La commune de Maupiti, 98732 Maupiti, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cinq cents mètres cubes (500 m<sup>3</sup>) de matériaux coralliens, dans le lagon au droit du remblai cadastré AD 8, sis l'île de Maupiti.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés au bétonnage et l'entretien des servitudes.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 5-2016 DEQ/ISLV ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :



- dragage uniforme de la zone autorisée et manœuvres adéquates pour limiter la suspension des fines. Avant le début des travaux d'extraction, un écran géotextile mobile et maintenu à la verticale sera mis en place sur le pourtour de l'emprise des travaux. En fin d'exploitation, les fines devront être pompées et décantées avant l'ouverture des écrans géotextiles.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *cent cinquante mille francs CFP* (soit 500 m<sup>3</sup> à 300 F CFP/m<sup>3</sup> = 150 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire.

Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journallement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée d'un (1) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

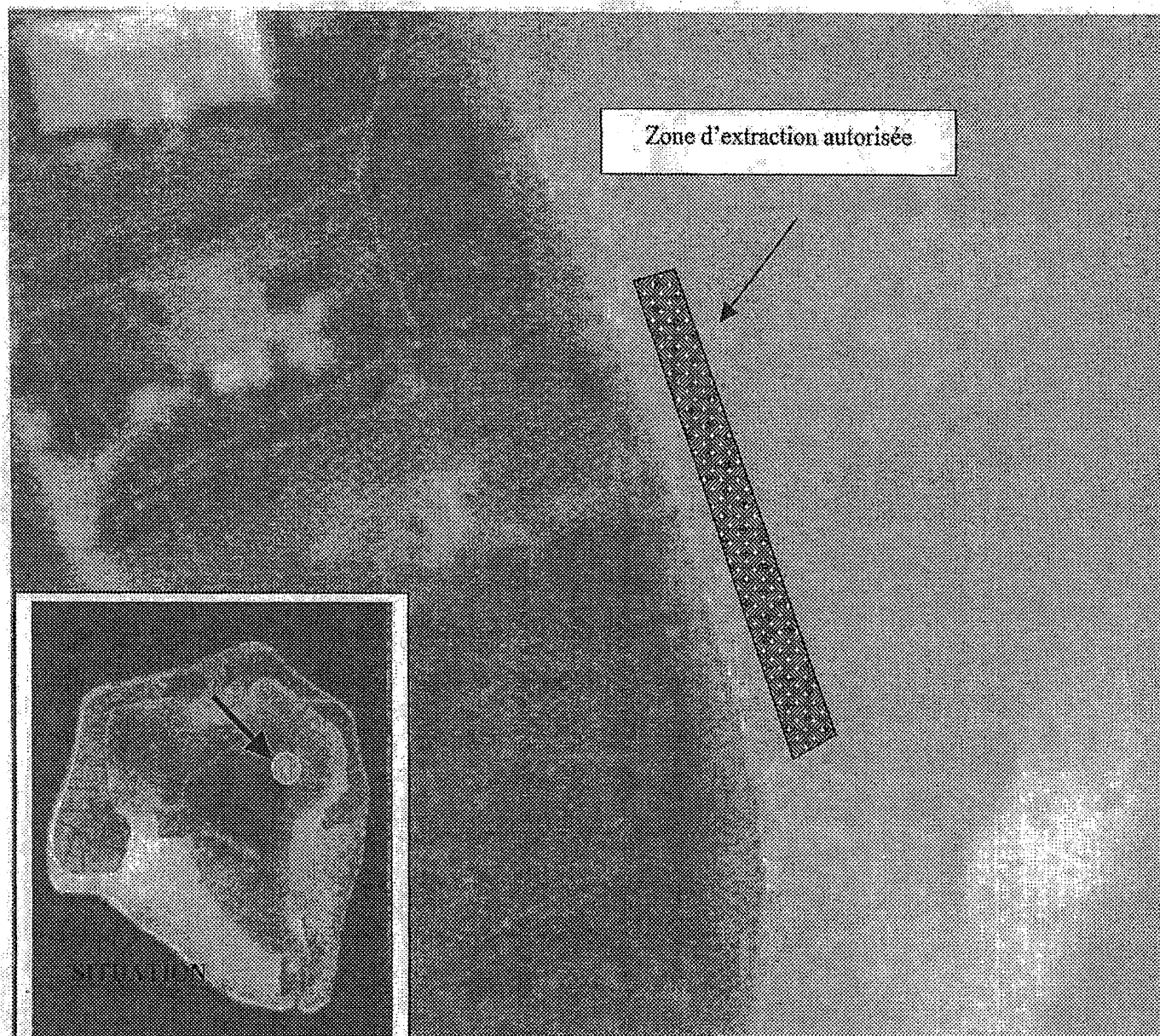
Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.

Albert SOLIA.

**DIRECTION DE  
L'EQUIPEMENT**Groupement d'Etudes et de  
Gestion du Domaine Public

TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69

<http://www.equipement.gov.pf>**ILE DE :***MAUPITI***COMMUNE DE***MAUPITI***LIEU :***LAGON DU REMBLAI CADASTREE  
AD 8***QUANTITE :***500 M3 DE SMATERIAUX  
CORALLIENS***DEMANDE DE :***ENTREPRISE AMARU JEAN-LUC***EN DATE DU :***25 JANVIER 2016***PLAN N°***5-2016/DEQ/ISLV***DRESSE-LE :***2 FEVRIER 2016***DOSSIER N° 2016-142****SITE D'EXTRACTION**

**ARRETE n° 3085 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de la SARL Taiarapu Agrégats.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé direction de l'équipement ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Taiarapu-Ouest, de la commune associée de Vairao et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 7 mars 2016, reçue au GEGDP le 8 mars 2016, présentée par M. Thierry Li Chao, gérant de la SARL Taiarapu Agrégats,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La SARL Taiarapu Agrégats, BP 7226, 98719 Taravao, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cent mètres cubes (100 m<sup>3</sup>) de tout-venant dans le cadre du curage de l'embouchure de la rivière Vaipohe, sise à Vairao, PK 10, commune de Taiarapu-Ouest, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux sont destinés à la station de concassage du pétitionnaire.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une pelle mécanique et transportés par les camions de l'entreprise.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-483-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :

- manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
- évacuation des déchets.

- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques la redevance correspondant à la somme de *quarante mille francs CFP* (soit 100 m<sup>3</sup> à 400 F CFP/m<sup>3</sup> = 40 000 F CFP).  
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de dix (10) jours. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Albert SOLIA.



<b>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</b> Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 <a href="http://www.equipement.gov.pf">http://www.equipement.gov.pf</a>	<div data-bbox="705 140 750 313" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="772 140 1960 1478" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="1512 999 2042 1506" data-label="Image"> </div>
<b>ILE DE TAHITI</b>	
<b>COMMUNE DE TAIARAPU OUEST</b> (Section VAIRAO)	
<b>LIEU :</b> <i>EMBOUCHURE DE LA RIVIERE VAIPOHE A VAIRAO PK 10</i>	
<b>QUANTITÉ :</b> <i>100 m<sup>3</sup> DE TOUT-VENANT</i>	
<b>DEMANDE DE :</b> <i>SARL TAIARAPU AGRÉGATS</i> <b>EN DATE DU :</b> <i>07/03/2016</i>	
<b>PLAN N°</b> <i>2016-483-101 /DEQ/GEGDP</i> <b>DRESSÉ LE :</b> <i>10/03/2016</i>	
<b>DOSSIER N° 2016-144</b>	

**ARRETE n° 3086 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de l'entreprise Chong Hue Bruno.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé direction de l'équipement ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Tahaa, de la commune associée de Hipu, de la subdivision de l'équipement des îles Sous-le-Vent, de la subdivision des ressources marines et minières des îles Sous-le-Vent et de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 18 mars 2016 ;

Vu la demande en date du 23 février 2016, reçue au GEGDP le 4 avril 2016, présentée par l'entreprise Chong Hue Bruno,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'entreprise Chong Hue Bruno, BP 91, 98735 Uturoa, Raiatea, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cent mètres cubes (100 m³) de sable, dans le lagon de Hipu, à 300 mètres du motu Oromahana, commune de Tahaa.
- 2° Les matériaux extraits sont à la vente pour la construction d'habitations et pour divers chantiers.
- 3° Les matériaux seront extraits à la pelle à main et transportés par une barge vers le rivage.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 4-2016 DEQ/ISLV ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :
  - dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures ;

- manœuvres adéquates pour limiter la suspension des fines.

- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire ;
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *quarante mille francs CFP* (soit 100 m³ à 400 F CFP/m³ = 40 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire.  
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

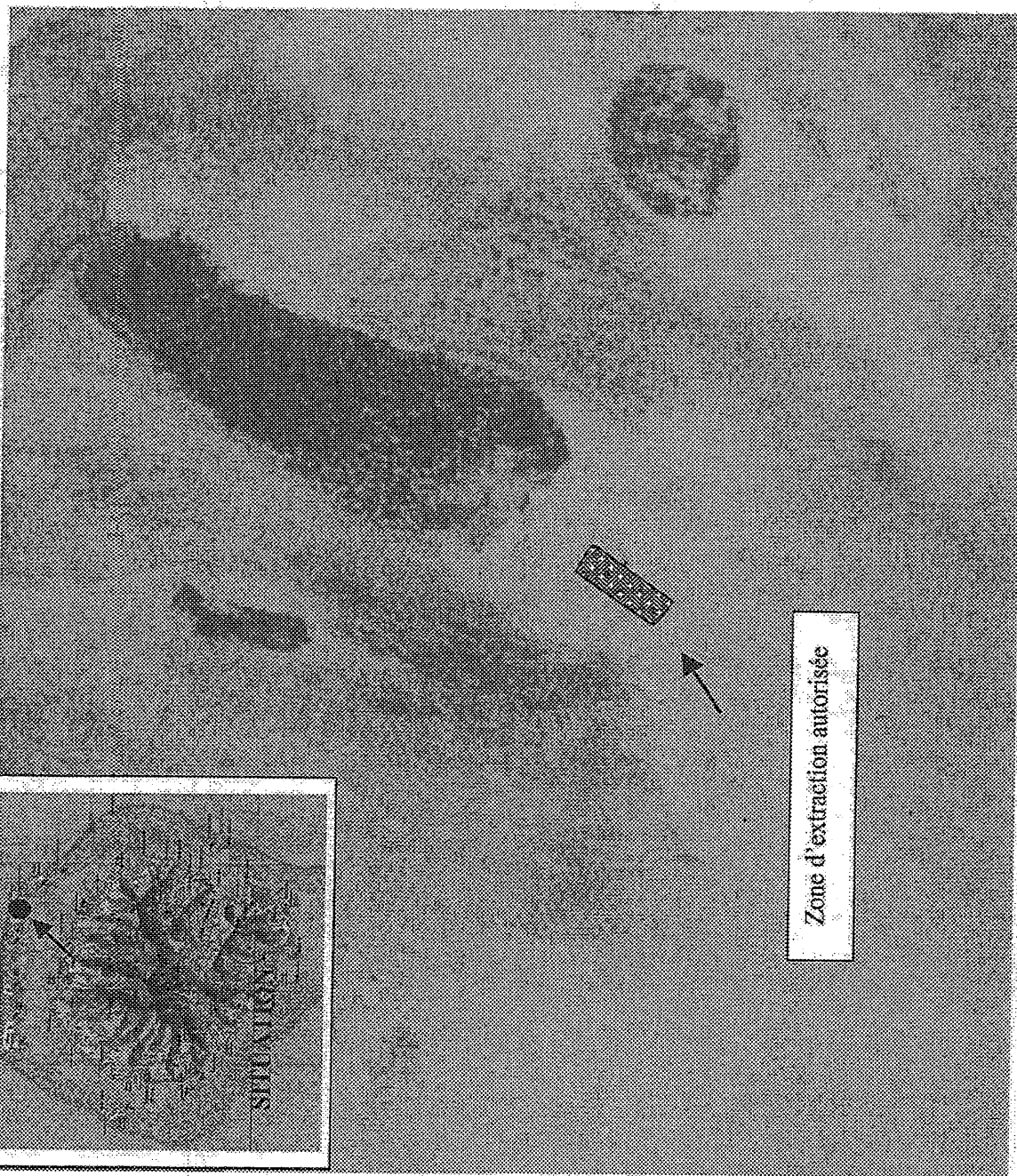
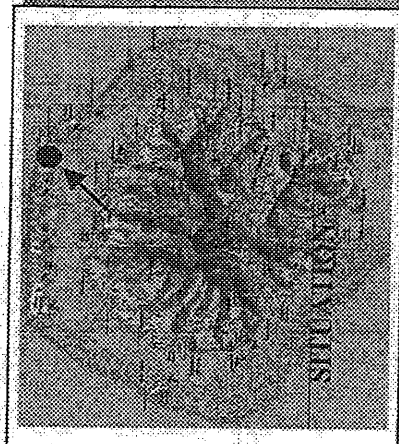
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de dix (10) jours ouvrés. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Albert SOLIA.

# SITE D'EXTRACTION



Zone d'extraction autorisée

## DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

Groupeement d'Etudes et de  
Gestion du Domaine Public  
TEL : 48 54 74 - FAX : 48 54 69  
<http://www.equipement.gov.pf>

ILE DE :  
TAHAA

COMMUNE DE  
TAHAA

LIEU :  
LAGON DE HIPU  
A 300 M DU MOTU OROMAHANA

QUANTITE :  
100 M3 DE SABLE

DEMANDE DE :  
ENTREPRISE CHONG HUE BRUNO  
EN DATE DU :  
23 FEVRIER 2016

PLAN N°  
4-2016/DEQ/ISLV  
DRESSE-LE :  
18 JANVIER 2016

DOSSIER N° 2016-155



**ARRETE n° 3110 MET du 19 avril 2016 portant délivrance d'un agrément à l'EURL Pacific Waves pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu la demande de l'intéressée reçue le 25 janvier 2016, complétée des documents reçus en février et avril 2016 ;

Vu l'avis de la mairie de Moorea reçu le 1er avril 2016 ;

Sur proposition de la directrice des affaires maritimes polynésiennes,

Arrête :

Article 1er.— L'EURL Pacific Waves est agréée pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Moorea.

Art. 2.— Conformément aux conditions fixées à l'article 7 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé, la navigation, uniquement diurne, doit s'effectuer au-delà de la limite des 300 mètres du rivage et en-deçà de deux milles nautiques de la côte pour un convoi de véhicules nautiques à moteur (pilotage en position assise).

Art. 3.— L'itinéraire de navigation agréé pour la conduite accompagnée est référencé comme suit :

- la base d'exploitation est fixée à la plage du Moorea Beach Café, à Maharepa, Moorea (points de départ et de retour) ;

- trajet : du point de départ, direction avec arrêt vers les baies de Cook et de Opunohu, puis en direction de Tiahura et retour sur Moorea Beach Café ;
- l'itinéraire de navigation agréé, indiquant les zones de départ et d'arrêt, figure sur la carte en annexe I du présent arrêté.

Art. 4.— La conduite du véhicule nautique à moteur par l'utilisateur doit être effectuée sous le contrôle effectif et constant du guide accompagnateur, à bord d'un wave boat ou d'un autre véhicule nautique à moteur, et dans le respect des prescriptions fixées par l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé ainsi que celles mentionnées par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 5.— Suivant les conditions fixées par l'article 9 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé, la liste des guides accompagnateurs agréés est établie en annexe II du présent arrêté.

Art. 6.— L'EURL Pacific Waves s'engage à signaler, sans délai, à la direction polynésienne des affaires maritimes, toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le présent agrément.

Art. 7.— Le présent arrêté portant agrément est délivré au titre de l'année civile.

Il est renouvelé annuellement sous réserve de présenter auprès de la direction polynésienne des affaires maritimes au plus tard le 31 janvier suivant chaque année d'exploitation écoulée :

- la déclaration annuelle d'activités ;
- le registre des véhicules nautiques à moteur utilisés comportant, *a minima*, les mentions citées à l'article 10 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé.

Art. 8.— Le présent arrêté portant agrément est retiré dans le cas prévu à l'article 12 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé.

Art. 9.— En cas de cession du fonds de commerce, la mesure d'agrément est abrogée.

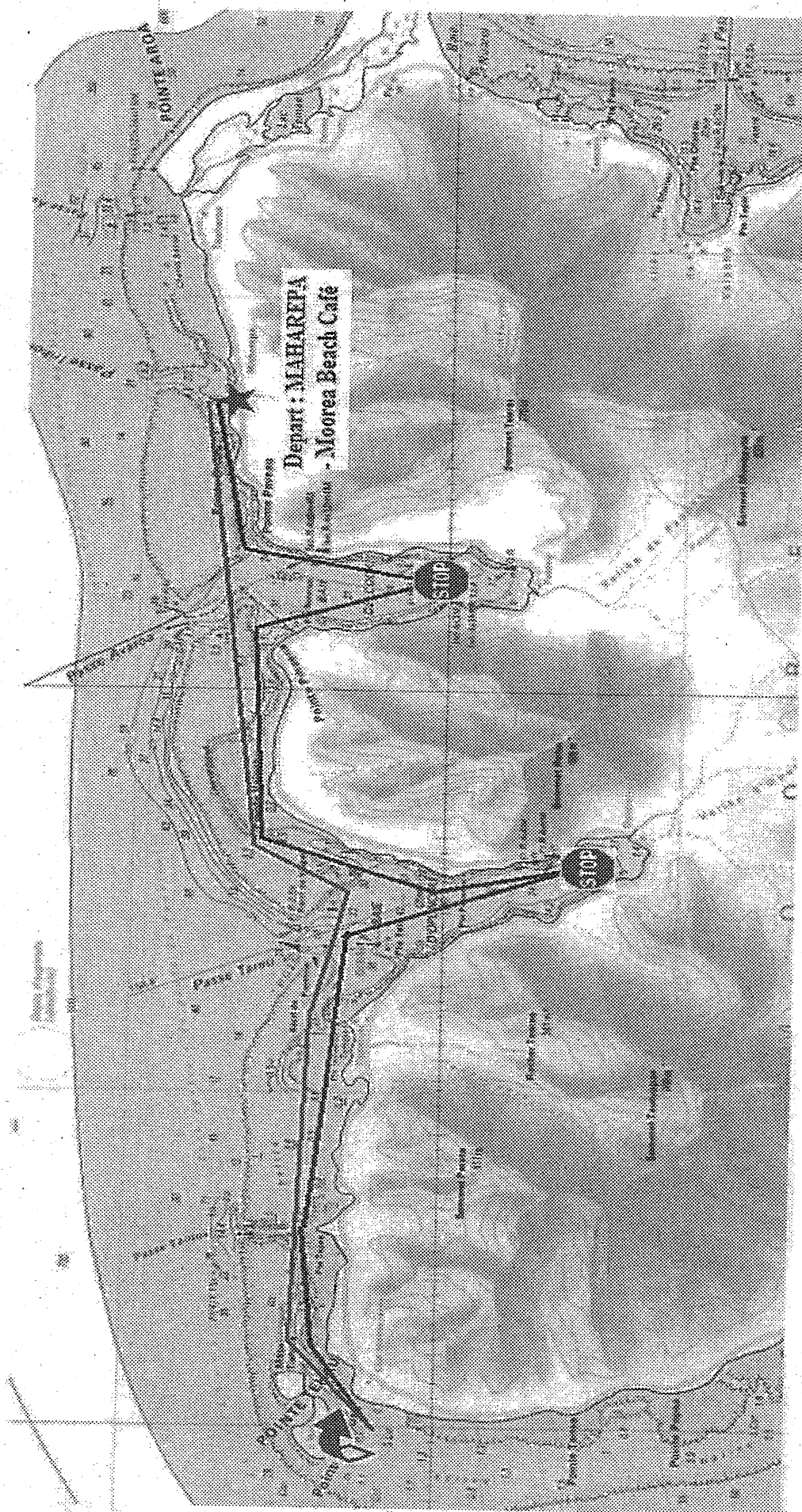
Le cessionnaire doit présenter une nouvelle demande d'agrément dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de cession, pour poursuivre cette activité de loueur de véhicules nautiques à moteur.

Art. 10.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Albert SOLIA.



ILE DE MOOREA - Itinéraire de navigation  
Amorce à l'arrêt n° 3110  
19 AVR. 2016



**Legend:**

Indicate the

# Imêziro refoú

**ANNEXE II**A L'ARRETE N° **3110** /MET DU **19 AVR. 2016****LISTE DES GUIDES ACCOMPAGNATEURS  
DU WAVE BOAT  
ET DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES**

(Arrêté n° 1097/CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur)

**GUIDES ACCOMPAGNEURS AGREES**

1	Hilson-Teva MURAT	Né le 05 novembre 1979 à Papeete Permis de conduite en mer (côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (n° 17-2012/BSA/PF), validité 2017)
2	Ludovic PENALVER	Né le 11 juin 1984 à Lyon Permis de conduite en mer (côtier) Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (n° BP 033110466)

**WAVE BOAT AGREE (doit être accouplé à un Véhicule Nautique à Moteur pour la propulsion, et identifié par le n° d'immatriculation du wave boat)**

1	PY 17418	Dénommé « WAFOU »	Immatriculé le 02/02/2016
---	----------	-------------------	---------------------------

**VEHICULE NAUTIQUE A MOTEUR AGREE**

1	PY 14573	Immatriculé le 07/10/2015
---	----------	---------------------------

**ARRETE n° 3114 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé direction de l'équipement ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Rangiroa, de la circonscription des Tuamotu-Gambier, de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier et de la direction des ressources marines et minières ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 25 février 2016 ;

Vu la demande en date du 21 décembre 2015, reçue au GEGDP le 28 janvier 2016, présentée par la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier, BP 85, 98713 Papeete désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire neuf cents mètres cubes (900 m<sup>3</sup>) de tout-venant corallien, dans le hoa au droit des terres Mahai cadastrée A 879 et Atimitimu A 1343, sises à Avatoru, commune de Rangiroa.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés au bétonnage de la route de Avatoru.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et d'un camion de location.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.

- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-403-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :
  - dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures et manœuvres adéquates et mise en place d'un écran efficace pour limiter la mise en suspension des fines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.
- 11° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

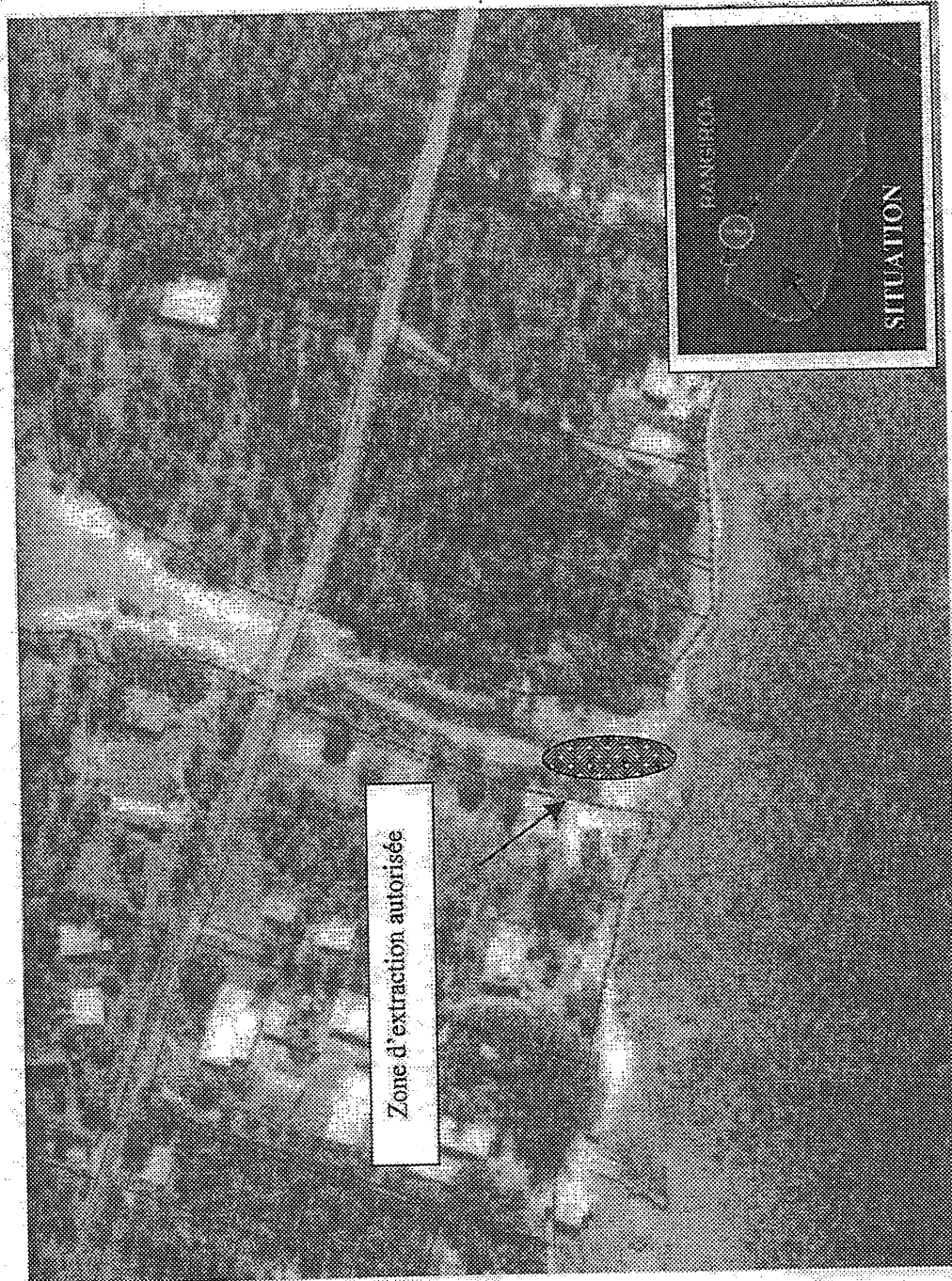
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de trois (3) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Albert SOLIA.

## SITE D'EXTRACTION



<b>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</b> Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69 <a href="http://www.equipement.gouv.pf">http://www.equipement.gouv.pf</a>	<b>ILE DE :</b> RANGIROA	<b>COMMUNE DE</b> RANGIROA	<b>LIEU :</b> HOA DROIT TERRES MAHA ET ATIMUTIMU	<b>QUANTITE :</b> 900 M3 DE TOUT VENAT CORALLIEN	<b>DEMANDES DE :</b> SUBDIVISION DE L'EQUIPEMENT DES TUAMOTU GAMBIER <b>EN DATE DU :</b> 21 DECEMBRE 2015	<b>PLAN N°</b> 2016-403-101/DEQ/GE GDP <b>DRESSE-LE :</b> 29 JANVIER 2016	<b>DOSSIER N° 2016-114</b>
--	-----------------------------	-------------------------------	--	--	---	--	----------------------------



**ARRETE n° 3115 MET du 19 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de M. Pascal Tokoragi.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé direction de l'équipement ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Makemo et de la subdivision de l'équipement des Tuamotu ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 4 décembre 2015 ;

Vu la saisine de la direction des ressources marines et minières en date du 4 décembre 2015 ;

Vu la saisine de la circonscription des Tuamotu-Gambier en date du 4 décembre 2015 ;

Vu la demande en date du 7 octobre 2015, reçue au GEGDP le 17 novembre 2015, présentée par M. Pascal Tokoragi,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° M. Pascal Tokoragi, 98769 Pouheva, Makemo, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cinq cents mètres cubes (500 m<sup>3</sup>) de matériaux coralliens, au droit de la terre Tehihiga cadastré MB 3, commune de Makemo.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés à la construction d'une habitation.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et transportés par un camion de la commune de Makemo.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-190-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.

6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :

- dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures et manœuvres adéquates pour limiter la suspension des fines.

7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.

9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.

10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.

11° Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *cent mille francs CFP* (soit 500 m<sup>3</sup> à 200 F CFP/m<sup>3</sup> = 100 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire.

Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.

13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée d'un (1) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2016.  
Albert SOLIA.

**DIRECTION DE  
L'EQUIPEMENT**

Groupement d'Etudes et de  
Gestion du Domaine Public

TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69  
<http://www.equipement.gov.pf>

**ILE DE :***MAKEMO***COMMUNE DE***MAKEMO***LIEU :**

*PLAGE AU DROIT DE LA TERRE  
TEHIHIGA CADASTREE MB 3*

**QUANTITE :**

*500 M3 DE MATERIAUX  
CORALLIENS*

**DEMANDE DE :**

*MONSIEUR PASCAL TOKORAGI*

**EN DATE DU :**

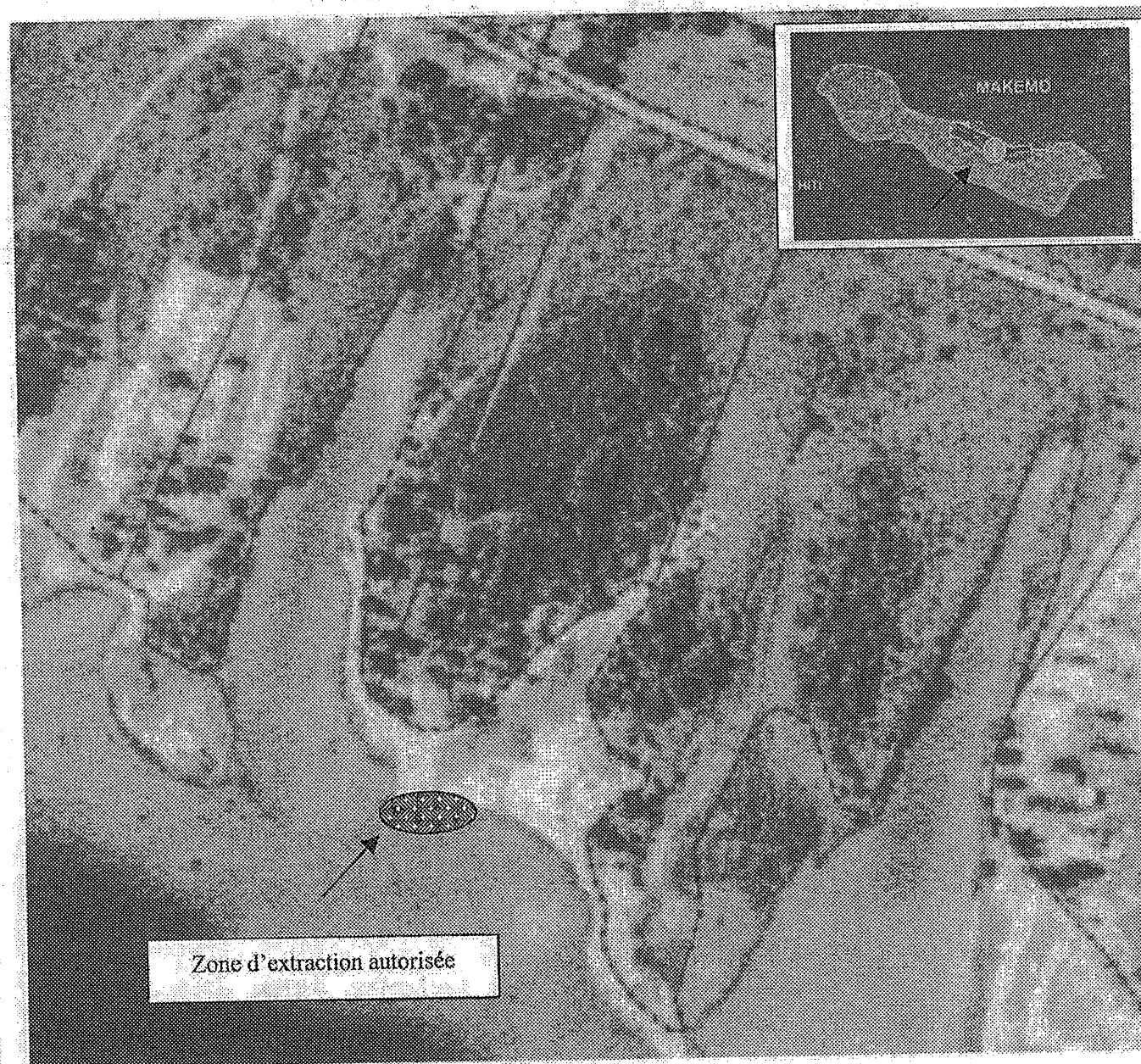
*7 OCTOBRE 2015*

**PLAN N°**

*2016-262-103DEQ/GEGDP*

**DRESSE-LE :**

*13 AVRIL 2016*

**DOSSIER N° 2016-163****SITE D'EXTRACTION**

Zone d'extraction autorisée

**ARRETE n° 3172 MET.AU.UOC du 20 avril 2016 portant approbation du dossier de viabilisation des lots n° 3, n° 4 et n° 5 ainsi que du démantèlement de la station d'épuration du lotissement industriel Jade sis à Papeete.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifiés relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1010 CM du 30 juillet 2015 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 7363 MET du 27 août 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme, en matière de travaux immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 7364 MET du 27 août 2015 modifié portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme, et à certains de ses agents ;

Vu l'arrêté n° 397 MET.AU du 14 juin 2008 définissant le lotissement Jade d'une contenance de 3 lots ;

Vu l'arrêté n° 4675 MET.AU du 10 juin 2015 autorisant l'extension de 3 lots au lotissement industriel Jade sis à Papeete ;

Vu la demande de visite en vue de réception des travaux en date du 16 décembre 2015 ;

Vu le projet de cahier des charges intitulé "Deuxième modificatif au cahier des charges du lotissement Jade sis à Papeete, création des lots n° 3, n° 4 et n° 5" enregistré le 14 avril 2016 ;

Vu l'avis de la direction de la santé n° 608 MSR/DSP/CHSP en date du 3 mars 2016 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme par intérim,

Arrête :

Article 1er. — Sont approuvés les travaux de viabilisation et de mise en sécurité des 3 lots, n° 3, n° 4 et n° 5, au lotissement Jade sis à Papeete. Le dossier de réception a été enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme, opérationnel et construction) en dates des 16 décembre 2015, 20 janvier et 4 mars 2016, sous le n° L 2014-04 et composé comme suit :

- diagnostic géotechnique G5 n° A01-JBS-13-17 du 21 novembre 2013 ;
- diagnostic géotechnique G5 n° A72-LB-15 du 23 septembre 2015 ;
- lettre de apiGEO en date du 18 janvier 2016 ;
- réception des travaux de démantèlement de la station d'épuration produit par le bureau étude technique Vetea ;
- attestation de parfait achèvement des assainissements du lot n° 1 par Eclipse Conception ;
- dossier assainissement du lot n° 1 par le bureau étude technique Vetea ;
- demande d'autorisation de raccordement à un dispositif d'assainissement individuel pour le lot n° 1 ;
- plan de récolement de réception approuvé par le Centre d'hygiène et de salubrité ;
- procès-verbal de réception du poteau incendie en date du 7 décembre 2015 ;
- réception d'équipement téléphonique câblage et génie civil du lotissement.

Art. 2. — Le présent arrêté et le dossier n° L/14-04 correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Papeete et du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 3. — Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le chef du service de l'urbanisme,*  
Bernard AMIGUES.

**Par arrêté n° 3080 MET du 19 avril 2016.** — Le tableau contenu à l'article 1er de l'arrêté n° 2610 MET du 4 avril 2016 est remplacé ainsi qu'il suit (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Terres Okaviriviri		
Plan 4	Plan 8	
23 705	46 248	Bertrand Mohau (bf 1.4.1.1)

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 3081 MET du 19 avril 2016.** — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Okaviriviri cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
Terres Okaviriviri		
Plan 4	Plan 8	
7 902	15 416	Mohau Mohau (bf 1.4.2)
7 902	15 416	Tekopuheiariki Mohau épouse Tama (bf 1.4.3)
7 901	15 417	Tukua Mohau (bf 1.4.6)



**Par arrêté n° 3082 MET du 19 avril 2016.** — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
Terres Ganatopaka		
Plan 5	Plan 7	
4 428	13 265	Mohau Mohau (bf 5.1.3.2)
4 428	13 265	Tekopuheiariki Mohau épouse Tama (bf 5.1.3.3)
4 427	13 265	Tukua Mohau (bf 5.1.3.7)
1 661	4 874	Bertrand Mohau (bf 5.1.3.1.1)
4 427	13 265	Hokona Marere (bf 5.1.4.2.2)
4 427	13 265	Marere Marere (bf 5.1.4.2.3)
4 427	13 265	Kahura Marere (bf 5.1.4.2.4)
4 428	13 264	Elisabeth Ahuragi Parare Marere épouse Temauri (bf 5.1.4.2.5)
4 428	13 264	Dina Heiata Marere (bf 5.1.4.2.6)
1 106	3 317	Elodie Havaiki Maro (bf 5.1.4.2.1.5)

**Par arrêté n° 3111 MET du 19 avril 2016.** — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fararii 2, cadastrée BH30 (plan 17), nécessaire à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Nom de la terre :* Fararii 2 plan 17 ;

*Bénéficiaires :* L'association familiale Aroarii, mandataire de Emerald Steven Terii Matatini Vairaaroa (bf 5.4.1.1) pour 1 390 F CFP, Gérada Teraiefa Vairaaroa (bf 5.4.4.1.3) pour 1 390 F CFP, Arminio Tefaarere Vairaaroa (bf 5.4.4.1.5) pour 1 390 F CFP et Gérard Bertrand Rairau Vairaaroa (bf 5.4.1.2) pour 1 390 F CFP ;

*Indemnités à déconsigner :* 5 560 F CFP.

**Par arrêté n° 3112 MET du 19 avril 2016.** — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fararii 2, cadastrée BH30 (plan 17), nécessaire à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Nom de la terre :* Fararii 2 plan 17 ;

*Bénéficiaire :* Sina Turi veuve Tapi (bf 5.4.5.1.1) ;

*Indemnités à déconsigner :* 2 318 F CFP.

**Par arrêté n° 3113 MET du 19 avril 2016.** — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tepufeirau Fau, cadastrée AZ 4 (plan 4), nécessaire à l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Nom de la terre :* Tepufeirau Fau plan 4 ;

*Bénéficiaire :* Teriihinoiatua-Iteraimateata Ariiaue Pomare Alexandre Cowan (bf 6.1.4.4) ;

*Indemnités à déconsigner :* 710 991 F CFP.

## MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES LANGUES, DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° 3036 MCE/ENV du 18 avril 2016 autorisant la SNC Marama Agrégats à installer et exploiter les équipements techniques situés à Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).**

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2015 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1548 CM du 7 octobre 2015 portant nomination de Mme Miri Tatarata en qualité de directrice de l'environnement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 9153 MCE du 12 octobre 2015 portant délégation de signature à Mme Miri Tatarata, directrice de l'environnement par intérim ;

Vu la demande formulée par Mme Béatrice Marama, enregistrée à la direction de l'environnement sous le n° 15-10 ENV/IC ;

Vu l'avis de la direction de la défense et de la protection civile n° HC 987 CAB/DDPC/hb du 9 décembre 2015 ;

Vu le plan d'implantation des équipements techniques par rapport au PPR enregistré sous le n° 2973 DIREN/AR du 14 septembre 2015 ;

Vu le titre de propriété inscrit au nom de Paepaetaata Marama enregistré sous le n° 572 DIREN/AR le 17 février 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de Hitia'a O Te Ra le 18 mars 2015 ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du mardi 16 février 2016,

## Arrête :

Article 1er. — La SNC Marama Agrégats, représentée par Mme Béatrice Marama, est autorisée à installer et exploiter un concasseur et deux groupes électrogènes situés à Papenoo au PK 3 de la vallée de Papenoo sur les parcelles des terres dont les références cadastrales sont les suivantes :

Terre/Démembrement	Fareopehu-Vaihi-Nanaia Rahi-Teauraaui parcelle	Taouhu I partie
Commune	Hiti'a O Te Ra	Hiti'a O Te Ra
Section	BN	BN
N° de parcelle	31	32
Hectare	1	1
Ares	32	68
Centiares	82	72
Propriétaire	SCI Marama Immobilier	SCI Marama Immobilier

Art. 2. — La SCI Marama Immobilier donne bail à la SNC Marama Agrégats, propriétaire des lots ci-dessus.

## TITRE Ier

## EQUIPEMENTS ET CARACTERISTIQUES

Art. 3. — L'établissement relève de la deuxième classe des rubriques 2260 et 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les équipements présents sur site sont répertoriés dans le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévus	Classe
2260	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est : b) supérieure ou égale à 40 kW, mais inférieure à 200 kW.	Un concasseur à mâchoires de 118 kW composé de : - 1 broyeur à roches ; - 1 trémie de chargement ; - 2 postes de criblage ; - 4 tapis convoyeur ; - 1 poste de lavage.	2e
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271 : D - Groupe électrogène : la puissance totale de l'installation est de : b) supérieure ou égale à 300 kVA mais inférieure à 10 000 kVA.	Un local abritant : - 2 groupes électrogènes d'une puissance de 65 kVA.	NC

Art. 4. — La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 5. — Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6. — Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 7. — L'exploitant établit et tient à jour un dossier installation classée comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit,
- les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation.

Ledit dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 8. — L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents et des incidents de fonctionnement.

## TITRE II

## PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA PHASE CHANTIER

Art. 9. — L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les habitations et locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons.

Art. 10. — Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégrader des bâtiments voisins ou de fragiliser des sols. A cet effet, l'exploitant réalise en cas de nécessité un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours, et prend le cas échéant toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

Art. 11. — Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes, lagons...). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

Art. 12. — Les mesures suivantes sont appliquées au vu des trois articles précédents :

- collecte des eaux de pluies et des eaux de pompage chargées en sédiments puis passage dans un décanteur correctement dimensionné avant rejet ;
- des systèmes de collecte et de rétention des produits dangereux et/ou solvants sont prévus ;
- arrosage régulier par temps sec des zones de travaux pour fixer les poussières au sol ;
- aucun stockage de déblais n'est effectué sur site ;

- les horaires du chantier sont adaptées aux activités sur zone, et au maximum fixées entre 7 h 30 et 15 h 30 ;
- interdiction de travailler le week-end et les jours fériés ;
- les opérations les plus bruyantes (à partir de 100 dB[A]) sont réalisées sur des périodes d'une durée maximale de 15 minutes entrecoupées de périodes de calme d'une durée minimale de 15 minutes ;
- un contrôle de la conformité des niveaux sonores des différents engins de chantier (en particulier l'état des pots d'échappement) est effectué. Les niveaux sonores correspondent aux caractéristiques techniques des engins en fonctionnement normal ;
- la communication et la concertation avec les riverains durant la durée des travaux est maintenue et l'exploitant gère au mieux les éventuelles plaintes liées aux nuisances sonores ;
- clôture du chantier en périphérie de la zone ;
- mise en place d'une signalisation adaptée aux chantiers ;
- les déchets sont dirigés vers des filières de traitement adaptées et autorisées.

Art. 13.— Les mesures suivantes sont appliquées pour prévenir la dissémination de la petite fourmi de feu (*Wasmannia auropunctata*) :

- détection en début et en fin du chantier ainsi qu'un contrôle régulier lors des travaux par un prestataire (indépendant des fournisseurs) ;
- détention d'une déclaration d'origine des matériaux, notamment pour les entreprises ayant un entrepôt ou des points d'activités en zone contaminée ;
- traitement à l'insecticide des engins entrant sur le site, en provenance des zones contaminées ou non connues.

Art. 14.— Dans le cas de la découverte fortuite d'un site archéologique au cours des travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant informe impérativement le service de la culture et du patrimoine afin que toute mesure de protection éventuellement utile puisse être prise.

Art. 15.— La protection du site est assurée par une clôture sur l'ensemble de sa périphérie.

### TITRE III

#### PRESCRIPTIONS RELATIVES AU CONCASSEUR

Art. 16.— Les personnes étrangères ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Le site est doté d'un portail cadenassé.

Art. 17.— Le concasseur mobile est positionné sur le terre-plein. Le concasseur est situé à plus de 200 mètres de la dernière maison.

#### *Prévention contre les émissions de poussières*

Art. 18.— Les gaz rejetés dans l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

Art. 19.— Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement de l'installation et qui se traduisent par la mise en place d'un capotage en tôle

galvanisée sur le concasseur, le convoyeur et le crible, doivent être efficaces. Dans le cas contraire, la pulvérisation d'eau sur ces équipements doit être envisagée.

Art. 20.— Le stockage au sol des produits finis, en cours d'élaboration et des stériles, doit être stabilisé de manière à éviter les émissions de poussières.

Art. 21.— Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation doivent être réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique. A défaut, un poste de lavage doit être utilisé.

#### *Prescriptions sur les rejets d'eaux de lavage*

Art. 22.— Les eaux de procédé sont récupérées et dirigées vers un décanteur localisé à 5 mètres minimum de la rivière, avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Afin d'assurer le maintien de la qualité du rejet, une attention particulière est apportée à l'entretien et au curage du bassin de décantation. Le bassin de décantation doit être disposé de façon à éviter tout accident.

Art. 23.— Les boues issues du traitement de ces eaux sont extraites du dispositif et utilisées sans risque de lessivage en épandage ou comme matériaux de remblais à condition que ces remblais ne nécessitent pas une tenue de sol ou une résistance particulière.

Art. 24.— L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel figurent la destination et la quantité de tout enlèvement de boues.

#### *La provenance et la quantité de chaque apport*

Art. 25.— La provenance et la quantité de chaque apport de matériaux sur le site doivent être enregistrées dans un registre tenu à la disposition des inspecteurs des installations classées comme mentionné à l'article 7 et dont une copie est transmise chaque mois au groupement d'études et de gestion du domaine public (GEGDP).

Art. 26.— Afin de prévenir la propagation des fourmis de feu, l'exploitant prend toutes les mesures pour détecter l'éventuelle présence de ces insectes dans les apports de matériaux. En cas de présence, il en informe les services administratifs compétents et procède à leur élimination par des moyens ne présentant pas de risque pour l'environnement.

Art. 27.— Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. La quantité d'eau prélevée doit être relevée toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 mètres cubes/jour. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

Art. 28.— Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

Art. 29.— Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Art. 30.— La quantité d'eau rejetée doit être mesurée chaque mois ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.

Art. 31.— Tout dispositif doit être mis en œuvre pour limiter l'impact paysager de l'unité de concassage.

Art. 32.— La séparation du site d'activité par rapport à la route d'accès en fin de vallée doit être bien délimitée par des moyens appropriés (merlon, haies vives...)

#### *Opération d'approvisionnement du concasseur*

Art. 33.— Un camion chargé d'un fût de 200 litres de gazole alimente le concasseur et le groupe au quotidien.

Art. 34.— Le fût de 200 litres est :

- en acier soudable, suivant les règles de l'art et conforme à la norme NFM 886940 ou NFE 86-255 ou NFM 886512 et doit être fermé ;
- incombustible, étanche et doit présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels ;
- équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître à tout moment, la capacité en liquide contenu ou admissible avant tout remplissage ;
- l'orifice de canalisation de remplissage est fermé par un obturateur en dehors des opérations d'approvisionnement ;
- il est protégé contre la pluie.

Art. 35.— L'aire de remplissage est conçue et aménagée de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Art. 36.— Afin d'éviter les égouttures lors des opérations d'approvisionnement, le dépotage du carburant se fait exclusivement sur une surface étanche.

Art. 37.— Du sable est prévu en vue d'une complète adjonction aux égouttures afin d'aspirer au mieux ce produit sur la surface étanche.

Art. 38.— L'élimination de ce déchet dangereux est réalisée selon la procédure autorisée.

#### TITRE IV

##### INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 39.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 40.— Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Un rapport de contrôle est établi suite à cette visite, celui-ci est à indexer au dossier et une copie est transmise à la direction de l'environnement.

Art. 41.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont facilement accessibles en partant de la voie publique.

Art. 42.— Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Art. 43.— La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

Art. 44.— Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

#### TITRE V

##### MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Art. 45.— La protection contre l'incendie du local groupe est assuré par :

- un extincteur à poudre ABC de 9 kilogrammes ;
- un extincteur CO<sup>2</sup> de 5 kilogrammes.

Art. 46.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un technicien qualifié et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil. Des essais de fonctionnement sont effectués une fois par an.

Art. 47.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à leur emploi. Aucun intérimaire n'est affecté à des opérations de maintenance ou de contrôle sur les équipements présentant un risque particulier.

Art. 48.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 49.— L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

Art. 50.— L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien de ce réseau.

Art. 51. — Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière, relative à l'installation visée. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Art. 52. — Le permis de feu et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée, conformément à l'annexe I du présent arrêté. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Art. 53. — En particulier, si des engins motorisés et des véhicules routiers appelés à pénétrer dans les parties de l'installation visées à l'alinéa précédent, sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive, les conditions de circulation de ces engins et véhicules font l'objet d'une consigne établie par l'exploitant sous sa responsabilité.

Art. 54. — Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 55. — L'exploitant tient à sa disposition des documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dans l'installation, en particulier les fiches de données sécurité (FDS).

Art. 56. — Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Art. 57. — En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro de téléphone est affiché bien en évidence, notamment dans les locaux techniques et à l'accueil de l'établissement.

Art. 58. — Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, de fumer, d'utiliser des téléphones cellulaires, d'employer des engins thermiques pour le nettoyage, etc., dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Cette interdiction est affichée en caractères lisibles, au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire concernée ;

- l'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Art. 59. — Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence des contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention.

Art. 60. — Les consignes générales concernant la sécurité et les procédures d'évacuation sont affichées dans tous les bâtiments recevant la clientèle de l'établissement (bureaux, etc.). Les textes sont rédigés dans les langues parlées par la clientèle habituelle de cet établissement.

Art. 61. — Des exercices incendie sont effectués périodiquement dans l'établissement en vue de protéger le personnel et les équipements techniques contre le risque incendie.

Art. 62. — Tous les organes de coupure (fluides et électricité) sont clairement identifiés et facilement accessibles aux services de secours.

## TITRE VI

### PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 63. — Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 64. — Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 65.— Toutes dispositions sont prises pour valoriser les quantités de déchets produites par l'installation.

Art. 66.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 67.— Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 68.— Il est interdit de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer ou du lagon, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune.

Art. 69.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention des récipients est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, à 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Art. 70.— Il est interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 71.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation, les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

## TITRE VII

### PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 72.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 73.— L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 74.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

*Zone* : zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles ainsi que des zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux ;

*Jour (jours ouvrables de 7 heures à 19 heures)* : 65 ;

*Nuit (plus dimanche et jours fériés de 19 heures à 7 heures)* : 55.

Art. 75.— L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB(A) le jour (de 7 heures à 19 heures) ;
- de 3 dB(A) la nuit (de 19 heures à 7 heures), le dimanche et les jours fériés.

Art. 76.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

- *Bruit ambiant* : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées ;
- *Bruit particulier* : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête. Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle ;
- *Bruit résiduel* : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée ;
- *Emergence* : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel ;
- *Niveau global équivalent (Leq)* : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation ;
- *Niveau acoustique fractile ou indice fractile (L50)* : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle de temps considéré.

Art. 77.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 78.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément, à la méthode dite de contrôle de la norme NFS 31-010.

Art. 79.— Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Art. 80.— Lorsque plusieurs installations classées soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau du bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 81.— Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

### TITRE VIII EXPLOITATION

Art. 82.— Un registre d'exploitation tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité incendie ;
- les procédures de fonctionnement, les essais de fonctionnement, les entretiens et les vérifications prévues, les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 83.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre d'exploitation prévu ci-dessus et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que le personnel en prenne connaissance.

Art. 84.— L'encadrement de l'entreprise s'assure du port effectif des protections individuelles par le personnel lorsqu'elles sont indispensables.

### TITRE IX REMISE EN L'ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

Art. 85.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de tous produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

### TITRE X CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE

Art. 86.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 87.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme compétent, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 88.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 89.— La directrice de l'environnement par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice de l'environnement*  
par intérim,  
Miri TATARATA.



## ANNEXE I

DE L'ARRETE N° **3036** DU **18 AVR. 2016**  
 PERMIS DE FEU

La demande de « permis de feu » comprend au minimum les éléments du modèle ci-après :

## DEMANDE DE PERMIS DE FEU

Date : .....

Zone & Bâtiment : ..... / Etage : .....

Nature de l'opération : .....

*Le responsable de la sécurité incendie donne l'autorisation d'effectuer l'opération ci-dessus après avoir procédé à l'examen des lieux et s'être assuré que les précautions indispensables ainsi que les mesures particulières énumérées ci dessous ont été prises.*

Autorisation valable du : ..... au : .....

**Signature du responsable de la sécurité incendie :**

Opération commencée le : ..... Opération terminée le : .....

**Signature de l'opérateur :**

**PRECAUTIONS INDISPENSABLES RELATIVES A LA DEMANDE**

- Le bon état du matériel de découpage et de soudage a été vérifié.
- Précautions à prendre dans un rayon de 10 mètres :
  - Le sol a été balayé et dégagé de toute matière combustible.
  - Les planchers combustibles ont été recouverts par des tôles, matériaux, etc....
  - Les liquides inflammables ont été éloignés, les autres matières combustibles protégées par des bâches ignifugées ou des écrans métalliques.
- Tous les orifices des murs et des sols ont été obturés.
- Des bâches ignifugées ont été suspendues sous le poste d'opération.
- Surveillance incendie :
  - Un extincteur adapté au risque a été déposé à proximité du lieu opératoire.
  - Une ronde est effectuée 30 minutes après la fin des opérations. en de ça

**Mesures particulières :**

.....

.....

.....

.....

**ARRETE n° 3037 MCE/ENV du 18 avril 2016 autorisant la société Tahiti Precious Pearl (TPP) à installer et exploiter une écloserie de nacres, sise dans la commune de Fakarava (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).**

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 9153 MCE du 12 octobre 2015 portant délégation de signature à Mme Miri Tatarata, directrice de l'environnement par intérim ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 15-18 ENV/IC formulée par M. Eric Marissal en sa qualité de gérant de la société TPP ;

Vu l'avis favorable du maire de Fakarava par courrier en date du 2 avril 2015 ;

Vu l'avis favorable de la direction de la défense et de la protection civile (DDPC) par courrier n° HC 247 CAB/DDPC/hb du 10 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 16 février 2016,

Arrête :

**Article 1er.**— La société TPP est autorisée à installer et exploiter une écloserie de nacres, sise dans la commune de Fakarava, atoll de Fakarava.

**Art. 2.**— L'installation est implantée sur des parcelles de terre issues de la terre Kiritia, dont les références cadastrales sont les suivantes.

Terre/ démembrement	Commune	Section	N° parcelle	Superficie	Propriétaire
Kiritia : lot A	Fakarava	CA	18	62 a 07 ca	SARL Tahiti Precious Pearl
Kiritia : lot B	Fakarava	CA	19	50 a	SARL Tahiti Precious Pearl
Kiritia : lot C	Fakarava	CA	20	72 a 17 ca	SARL Tahiti Precious Pearl
Kiritia : lot E	Fakarava	CA	22	8 a 34 ca	SARL Tahiti Precious Pearl

## TITRE Ier

### EQUIPEMENTS ET CARACTERISTIQUES

**Art. 3.**— L'installation relève de la rubrique 2131-c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique	Définition de la rubrique	Volumes	Classe
2131	Cultures et élevages aquatiques à terre, laguné ou en eau douce. a) La capacité de production étant supérieure à 50 t/an (1re classe) b) La capacité de production étant inférieure à 50 t/an (2e classe) c) Ecloserie (2e classe)	Ecloserie de nacres	2e

## TITRE II

### DISPOSITIONS GENERALES

**Art. 4.**— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de terrasser et de construire) ou d'occupation du domaine public.

**Art. 5.**— L'autorisation ICPE devient caduque si l'installation n'est pas mise en fonctionnement dans un délai de trois années à compter de sa notification.

**Art. 6.**— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

**Art. 7.**— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation, et sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

**Art. 8.**— L'exploitant établit et tient à jour un dossier installation classée comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initiale et les arrêtés complémentaires ;

- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 47.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 9.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

### TITRE III

#### *PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ECLOSERIE ET A LA NURSERIE DE NACRES*

Art. 10.— L'écloserie et la nurserie sont aménagées et exploitées conformément aux plans et documents fournis dans le dossier.

Art. 11.— Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux pour l'environnement sont stockés dans des cuvettes de rétention capables de retenir la totalité des produits stockés. Les produits incompatibles entre eux sont stockés séparément.

Art. 12.— Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'environnement est étanche et aménagé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement sur le sol.

Art. 13.— L'installation, notamment les récipients et la nurserie sont nettoyés régulièrement et en cas de nécessité.

Art. 14.— Les larves non fixées et les concrétions générées lors du décapage de la nurserie sont épanchés sur la parcelle de terre de la société TPP.

### TITRE IV

#### *INSTALLATIONS ELECTRIQUES*

Art. 15.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 16.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 17.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 18.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont installés sur le réseau. Ils sont placés à des endroits facilement accessibles par le personnel responsable et les services de secours.

### TITRE V

#### *PROTECTION CONTRE L'INCENDIE*

Art. 19.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie (détection incendie dans les zones à risque, alarme de type 4, affichage des consignes de sécurité, etc.) ;
- de systèmes d'arrêt d'urgence permettant de mettre en sécurité les installations ;
- de moyens d'intervention incendie (RIA, extincteurs, etc.).

Art. 20.— Tout personnel, même intérimaire, dispose des consignes de sécurité à observer en cas d'incendie. L'exploitant s'assure que ces consignes sont bien assimilées par le personnel.

Art. 21.— Il est interdit de fumer dans les zones à risque, d'y allumer ou d'y introduire sous forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien réalisés sous la responsabilité du responsable de l'exploitation.

Art. 22.— Ces interdictions sont affichées de façon apparente sur le site, bien en vue de tous.

Art. 23.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation et les moyens de lutte contre l'incendie sont inspectés tous les ans.

Art. 24.— Le personnel est formé et initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 25.— En cas d'incendie, les sapeurs-pompiers sont alertés immédiatement par le responsable d'exploitation.

Art. 26.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 27.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers de l'aérodrome ;
- le numéro d'appel du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Art. 28.— En cas d'incendie le site sera défendu par les moyens minimums suivants :

- 7 extincteurs à poudre ABC de 9 kilogrammes ;
- un extincteur à CO<sup>2</sup> placé à proximité du TGBT ;
- 2 RIA qui seront alimentés par 2 cuves d'eau de 7 500 litres chacune et un surpresseur.

Ces moyens sont placés judicieusement dans l'écloserie et sur le site.

Art. 29.— Le site dispose d'un moyen (téléphone fixe) permettant d'alerter les secours extérieurs.

Art. 30.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

## TITRE VI

### PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 31.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont collectés, stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement, et sont éliminés selon une procédure autorisée en Polynésie française.

Art. 32.— Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Art. 33.— Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 34.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination finale et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Art. 35.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (rupture de récipients de stockage, etc.), de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les milieux naturels (sols, lagon, etc.) et qui pourraient polluer ces derniers.

Art. 36.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou de produits dangereux pour l'environnement sont étanches et conçus pour permettre la collecte de ces égouttures.

Art. 37.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets selon les procédures prévues à l'article 31 du présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés dans une même rétention.

Art. 38.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents sur le site, les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 39.— Le brûlage de tout déchet sur le site est strictement interdit.

Art. 40.— Il est également interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

## TITRE VII

### PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 41.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, transformateur, appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 42.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

*Zone* : zone résidentielle, rurale ou suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien ;

*Jour (jours ouvrables de 7 heures à 20 heures)* : 50 ;

*Nuit (tous les jours de 20 heures à 7 heures dimanches et jours fériés)* : 40.

Art. 43.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

- *Bruit ambiant* : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées.

- *Bruit particulier* : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête.

Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle.

- *Bruit résiduel* : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée.
- *Émergence* : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel.
- *Niveau global équivalent (Leq)* : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation.
- *Niveau acoustique fractile ou indice fractile (L50)* : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle de temps considéré.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite de contrôle de la norme NF S 31-010.

Les mesures de bruit ambiant sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'émergence est calculée à partir du niveau global équivalent. Néanmoins, il sera également déterminé le niveau acoustique fractile L50. Si, pour la mesure du bruit résiduaire, la différence entre le Leq et le L50 est supérieure à 5 dB(A), on utilise alors comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB(A) le jour (de 7 heures à 20 heures) ;
- de 3 dB(A) la nuit (de 20 heures à 7 heures), le dimanche et les jours fériés.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Art. 44.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre des rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs ci-dessus.

Art. 45.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 46.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## TITRE VIII EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Art. 47.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'exploitation ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 48.— Les locaux et les alentours sont maintenus propres et nettoyés régulièrement.

Art. 49.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation sont mis à la disposition du personnel, notamment des masques, lunettes, combinaisons, gants, chaussures de sécurité, etc. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Art. 50.— Le personnel est formé aux risques liés à leur poste de travail. Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits sont mises à leur disposition.

Art. 51.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie sont régulièrement inspectés, au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

## TITRE IX PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

Art. 52.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant informe la direction de l'environnement et place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont recyclés, valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne des contenants si ces derniers sont laissés sur place et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une ré-épreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

**TITRE X**  
**CONTROLE**  
**DE L'INSTALLATION CLASSEE AUTORISEE**

Art. 53.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires, qu'elle juge utiles.

Art. 54.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 55.— La directrice de l'environnement par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice de l'environnement*  
*par intérim,*  
Miri TATARATA.

**ARRETE n° 3038 MCE/ENV du 18 avril 2016 autorisant M. Charlie Simeton à exploiter un atelier de mécanique et un atelier de peinture, sis dans la commune de Taputapuatea (établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement).**

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 9153 MCE du 12 octobre 2015, portant délégation de signature à Mme Miri Tatarata, directrice de l'environnement par intérim ;

Vu la demande enregistrée n° 15-06 ENV/IC formulée par M. Charlie Simeton ;

Vu la liquidation-partage de la communauté de biens existants entre M. Charlie Simeton et Mme Monia Leclercq établie par Me Serge Villet, notaire associé de la SCP Serge Villet et Julien Chan, titulaire d'un office notarial à Tahiti, résidence de Punaauia ;

Vu l'avis favorable du maire de Taputapuatea par courrier en date du 19 mars 2015 ;

Vu l'avis favorable de la direction de la défense et de la protection civile (DDPC) par courrier n° HC 164 CAB/DDPC/hb du 3 février 2016, sous réserve de respecter certaines prescriptions ;

Vu les éléments de réponse du pétitionnaire par courrier enregistré sous le n° 430 DIREN/AR du 9 février 2016 s'engageant à respecter les prescriptions émises par la DDPC ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 16 février 2016 sous réserve de respecter les dispositions du code de l'aménagement, notamment en matière de prospect,

Arrête :

Article 1er.— M. Charlie Simeton est autorisé à exploiter un atelier de mécanique et un atelier de peinture, sis dans la commune de Taputapuatea.

Art. 2.— L'installation est implantée sur une parcelle de terre issue de la terre Terotopapaa, parcelle lot 2 appartenant à M. Charlie Simeton.

*Terre/démembrement* : Terotopapaa, parcelle lot 2 ;

*Commune* : Avera, Raiatea ;

*Section* : MP ;

*N° parcelle* : 70 ;

*Superficie* : 11 ares 58 centiares ;

*Propriétaire* : M. Charlie Teupoo Simeton, divorcé de Mme Monia Madeleine Leclercq et de Mme Monia Madeleine Leclercq, divorcée de M. Charlie Teupoo Simeton.

**TITRE Ier**  
**EQUIPEMENTS ET CARACTERISTIQUES**

Art. 3.— L'installation relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités sont répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Volume/Surface de travail	Classe
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1 - Réparation et entretien de véhicules et d'engins à moteur. La surface de travail étant : b) supérieure à 50 mètres carrés, mais inférieure ou égale à 1 000 mètres carrés. 2 - Vernis, peintures, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur. La quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée étant : b) supérieure à 5 kg/jour, mais inférieure ou égale à 100 kg/jour.	Surface de travail égale à 290 mètres carrés          Quantité maximale de 10 kg/j	2e          2e

## TITRE II

## DISPOSITIONS GENERALES

Art. 4.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de terrasser et de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation, et sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 7.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initiale et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports de visites et de contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 67.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

## TITRE III

## PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ATELIER DE MECANIQUE

Art. 9.— Le bâtiment respecte les dispositions du code de l'aménagement, notamment en matière de prospect.

Art. 10.— L'atelier de mécanique est ouvert sur trois côtés. Les poteaux sont en béton armé et les poutres sont en métal (IPE).

Art. 11.— Les murs qui séparent l'atelier de mécanique du bureau, des sanitaires et de l'atelier de peinture sont coupe-feu 2 heures.

Art. 12.— Le sol de l'atelier est étanche aux résidus d'hydrocarbures et est incombustible.

Art. 13.— Un réseau de collecte des eaux de lavage de l'atelier qui sont susceptibles d'être souillées par des résidus d'hydrocarbures est réalisé et aménagé de manière à ce qu'elles soient collectées et orientées vers le séparateur-décanteur d'hydrocarbures. Ce dernier est muni d'un dispositif d'obturation installé en sa sortie, permettant ainsi d'empêcher tout déversement d'hydrocarbures dans le réseau en cas d'afflux d'hydrocarbures.

Art. 14.— Les produits dangereux (huiles minérales neuves, huiles de vidange, liquides inflammables, etc.) pour l'environnement sont stockés dans des cuvettes de rétention étanches aux produits. Leurs capacités de rétention respectent celles prévues à l'article 57 du présent arrêté. Les produits incompatibles entre eux sont stockés séparément.

Art. 15.— La quantité de ces produits dangereux est limitée au stricte nécessaire pour l'exploitation.

Art. 16.— Un état indiquant la nature et la quantité de ces produits est tenu à jour et à la disposition des services d'incendie et de secours.

Art. 17.— L'installation n'est pas surmontée de locaux occupés ou habités par des tiers.

Art. 18.— Les opérations de soudage, de découpe et de meulage des métaux sont réalisées uniquement sur une zone de travail aménagée à cet effet et dans des conditions définies par des consignes internes.

Art. 19.— Les activités bruyantes (découpe des métaux, meulage, essais de moteur, etc.) sont réalisées pendant les jours ouvrables, entre 7 h 30 et 17 heures. En aucun cas, elles ne sont réalisées pendant les jours fériés et les week-ends.

Art. 20.— Un mur antibruit et coupe-feu deux heures est édifié en limite de propriété nord-ouest. Il dépasse la toiture de un mètre.

Art. 21.— Les équipements métalliques (réservoirs fixes de l'atelier, cuves, canalisations, etc.) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.



Art. 22.— Le site est équipé de kits anti-pollution, d'une réserve de sable de 100 litres minimum maintenue à l'état meuble et sec, et des pelles pour pouvoir épandre rapidement le sable en cas de pollution de manière à récupérer la totalité des produits polluants.

Art. 23.— Le stockage de véhicules hors d'usage est limité à une surface inférieure à 50 mètres carrés maximum. En cas de dépassement de ce seuil, un dossier modificatif devra être déposé à la direction de l'environnement.

#### TITRE IV PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ATELIER DE PEINTURE

Art. 24.— Les éléments de construction de la cabine d'application de peinture ou de vernis présentent les caractéristiques suivantes :

- murs et parois : coupe-feu deux heures ;
- portes : pare-flammes de degré une demi-heure ;
- couverture et sol : incombustibles.

Art. 25.— Les odeurs produites au cours des opérations de préparation de peinture sont captées par un dispositif spécial capable de les retenir intégralement et d'empêcher leur diffusion dans le voisinage.

Art. 26.— La ventilation mécanique de la cabine est suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier. Ces vapeurs sont refoulées au-dehors du local via une cheminée de hauteur convenable et disposée dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage. En outre, le local est largement ventilé, mais de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

Art. 27.— Un dispositif efficace de captage ou de désodorisation des gaz, vapeurs, poussières (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, filtres, etc.) peut être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation de l'atelier, le voisinage reste incommodé par les odeurs ou par les poussières.

Art. 28.— L'éclairage artificiel se fait par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampe électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes dites "baladeuses".

Art. 29.— Un coupe-circuit multipolaire, permettant d'arrêter les ventilateurs en cas de début d'incendie est installé au-dehors de l'atelier, dans un endroit facilement accessible et balisé.

Art. 30.— Il est pratiqué de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes, des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussières et de peinture sèches susceptibles de s'enflammer. Ce nettoyage est effectué de façon à éviter la production d'étincelles. L'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

Art. 31.— Il n'est conservé dans la cabine de peinture que la quantité de produits nécessaires pour le travail de la journée.

Le local contenant le stock de produits est placé à l'extérieur de la cabine de peinture, à une distance suffisante, pour éviter toute propagation d'incendie.

Le sol de ce local est imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette pouvant retenir la totalité des liquides inflammables entreposés.

Art. 32.— Le séchage s'effectue dans la cabine dont la température ambiante ne doit pas dépasser 80 °C.

#### TITRE V INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 33.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 34.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 35.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 36.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont installés sur le réseau. Ils sont placés à des endroits facilement accessibles par le personnel responsable.

#### TITRE VI PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Art. 37.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de détecter et de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie (détection incendie dans les zones à risque, alarme de type 4, affichage des consignes de sécurité, etc.) ;
- de systèmes d'arrêt d'urgence permettant de mettre en sécurité les installations ;
- de moyens d'intervention incendie (poteau incendie et extincteurs, etc.).

Art. 38.— Tout personnel, même intérimaire, dispose des consignes de sécurité à observer en cas d'incendie. L'exploitant s'assure que ces consignes sont bien assimilées par le personnel.

Art. 39.— Il est interdit de fumer sur le site, d'y allumer ou d'y introduire sous forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien ou de réparation réalisée sous la responsabilité de l'exploitant.

Art. 40.— Ces interdictions sont affichées de façon apparente sur le site, bien en vue de tous.

Art. 41.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les moyens de lutte contre l'incendie sont inspectées tous les ans.

Art. 42.— Le personnel est formé et initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 43.— En cas d'incendie, les sapeurs-pompiers de la commune sont alertés immédiatement par le responsable d'exploitation, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence sur le site.

Art. 44.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 45.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous : le numéro d'appel des sapeurs-pompiers de la commune ; le numéro du centre de secours de premier appel ; les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Art. 46.— Le site est équipé d'une alarme de type 4 : le signal sonore d'alarme générale est distinct des autres signaux utilisés sur le site et est audible en tout point, le temps de l'évacuation.

Art. 47.— Le site dispose d'un moyen (téléphone fixe) permettant d'alerter les secours extérieurs.

Art. 48.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 49.— En cas d'incendie l'établissement sera défendu par les moyens minimums suivants :

- 5 extincteurs portatifs adaptés aux risques ;
- 1 extincteur ABC sur roues de 50 kilogrammes ;
- un poteau incendie conforme à la norme en vigueur, implanté à moins de 100 mètres de l'établissement.

Ces moyens sont placés judicieusement sur le site.

## TITRE VII

### PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 50.— Les déchets et résidus produits par l'installation, notamment les déchets dangereux (huiles de vidange, batteries usagées, chiffons souillés, contenants de peinture, etc.) sont collectés et stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement, et sont éliminés selon une procédure autorisée en Polynésie française.

Art. 51.— Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Art. 52.— Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 53.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 54.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution, même des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 55.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, etc.), de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les milieux naturels (sols, cours d'eau, lagon, etc.) et qui pourraient polluer ces derniers.

Art. 56.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanchés et conçus pour permettre la collecte de ces égouttures.

Art. 57.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés lors d'un accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets dangereux.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 58.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents sur le site, les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 59.— Le brûlage de tout déchet sur le site est strictement interdit.

Art. 60.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

## TITRE VIII

## PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 61.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, transformateur, appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 62.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

*Zone* : zone résidentielle, rurale ou suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien :

*Jour (jours ouvrables de 7 heures à 20 heures)* : 50 ;

*Nuit (tous les jours de 20 heures à 7 heures, dimanches et jours fériés)* : 40.

Art. 63.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

- *Bruit ambiant* : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées.
- *Bruit particulier* : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête.  
Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle.
- *Bruit résiduel* : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée.
- *Emergence* : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel.
- *Niveau global équivalent (Leq)* : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation.
- *Niveau acoustique fractile ou indice fractile (L50)* : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle de temps considéré.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite de contrôle de la norme NFS 31-010.

Les mesures de bruit ambiant sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'émergence est calculée à partir du niveau global équivalent. Néanmoins, il sera également déterminé le niveau acoustique fractile L50. Si, pour la mesure du bruit résiduel, la différence entre le Leq et le L50 est supérieure à 5 dB(A), on utilise alors comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB(A) le jour (de 7 heures à 20 heures) ;
- de 3 dB(A) la nuit (de 20 heures à 7 heures), le dimanche et les jours fériés.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Art. 64.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre des rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs ci-dessus.

Art. 65.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 66.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signallement d'incidents graves ou d'accidents.

## TITRE IX

## EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Art. 67.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'exploitation ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue d'assurer la sécurité de l'établissement.

Art. 68.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre d'exploitation et affichées à l'intérieur et à l'extérieur de l'installation de manière à ce que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 69.— Les locaux et les zones de travail doivent être maintenus propres et nettoyés régulièrement de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Art. 70.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation sont mis à la disposition du personnel, notamment des masques respiratoires avec filtres interchangeable, lunettes, combinaisons de protection, gants, chaussures de sécurité, etc. Ces équipements sont entretenus et sont vérifiés périodiquement.

Art. 71.— Le personnel est formé aux risques liés à leur poste de travail. Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits sont mises à leur disposition.

Art. 72.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie sont régulièrement inspectées, au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

## TITRE X

**PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REMISE EN ETAT  
EN FIN D'EXPLOITATION**

Art. 73.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant informe la direction de l'environnement et place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont recyclés et valorisés, ou éliminés selon les procédures prévues à l'article 50 du présent arrêté ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne des contenants si ces derniers sont laissés sur place et possède à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une ré-épreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

## TITRE XI

**CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE  
AUTORISEE**

Art. 74.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 75.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 76.— La directrice de l'environnement par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice de l'environnement*  
par intérim,  
Miri TATARATA.

**ARRETE n° 3173 MCE du 20 avril 2016 autorisant M. Paul Niva à effectuer une campagne de fouilles préventives à Taiohae, dans le cadre de l'aménagement de la déviation routière de Piki Vehine, sur l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises.**

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française, et notamment ses articles D. 154-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 2000-138 APF du 9 novembre 2000 modifiée relative au service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 1620 CM du 24 novembre 2000 modifié portant organisation et fonctionnement du service de la culture et du patrimoine ;

Vu la demande de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er.— M. Paul Niva est autorisé à effectuer une campagne de fouilles préventives à Taiohae, dans le cadre de l'aménagement de la déviation routière de Piki Vehine, sur l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises.

Art. 2.— Cette autorisation est donnée pour une période allant du 20 avril au 19 août 2016.

Art. 3.— Ce travail de recherches archéologiques est conduit par le service de la culture et du patrimoine.

Art. 4.— L'ensemble des vestiges découverts à l'occasion de cette campagne sera mis en dépôt au service de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain.

Art. 5.— Une copie de tous les documents de terrain (carnet de fouilles, relevés de terrain, notes, photographies et liste des sites répertoriés avec leur localisation géographique référencés en WGS 84) sera conservée au service de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain.

Art. 6.— Le rapport final sera remis au service de la culture et du patrimoine en 4 exemplaires originaux, aux formats papier et numérique, au plus tard 6 mois à compter du terme de la campagne archéologique.

Art. 7.— A des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, des échantillons de charbons et de sédiments, des vestiges lithiques et des vestiges de faune et flore pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire octroyée par le service de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Art. 8.— Le présent arrêté peut être immédiatement abrogé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 9.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 avril 2016.  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****LOI n° 2016-457 du 14 avril 2016 relative à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs.**

.....  
Article 1er. — Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Après l'article 11-1, il est inséré un article 11-2 ainsi rédigé :

“Art. 11-2. — I. - Le ministère public peut informer par écrit l'administration des décisions suivantes rendues contre une personne qu'elle emploie, y compris à titre bénévole, lorsqu'elles concernent un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement :

“1° La condamnation, même non définitive ;

“2° La saisine d'une juridiction de jugement par le procureur de la République ou par le juge d'instruction ;

“3° La mise en examen.

“Le ministère public ne peut procéder à cette information que s'il estime cette transmission nécessaire, en raison de la nature des faits ou des circonstances de leur commission, pour mettre fin ou prévenir un trouble à l'ordre public ou pour assurer la sécurité des personnes ou des biens.

“Le ministère public peut informer, dans les mêmes conditions, les personnes publiques, les personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public ou les ordres professionnels des décisions mentionnées aux 1° à 3° du présent I prises à l'égard d'une personne dont l'activité professionnelle ou sociale est placée sous leur contrôle ou leur autorité.

“II. - Dans tous les cas, le ministère public informe sans délai la personne de sa décision de transmettre l'information prévue au I. L'information est transmise à l'administration, ou aux personnes ou aux ordres mentionnés au dernier alinéa du même I.

“Le ministère public notifie sans délai à l'administration, ou aux personnes ou aux ordres mentionnés au dernier alinéa dudit I, l'issue de la procédure et informe la personne concernée de cette notification.

“L'administration, ou la personne ou l'ordre mentionné au dernier alinéa du même I, qui est destinataire de l'information prévue au même I ne peut la communiquer qu'aux personnes compétentes pour faire cesser ou suspendre l'exercice de l'activité mentionnée aux premier et dernier alinéas du même I.

“Cette information est confidentielle. Sauf si l'information porte sur une condamnation prononcée publiquement et sous réserve de l'avant-dernier alinéa du présent II, toute personne qui en est destinataire est tenue au secret professionnel, sous les peines prévues à l'article 226-13 du code pénal. Toute personne en ayant eu connaissance est tenue au secret, sous les mêmes peines. Le fait justificatif prévu au 1° de l'article 226-14 du même code n'est pas applicable lorsque la personne mentionnée à ce même 1° a eu connaissance des faits par la transmission prévue au I du présent article.

“III. - Les condamnations dont la mention au bulletin n° 2 du casier judiciaire a été exclue en application de l'article 775-1 du présent code ne peuvent être communiquées à l'initiative du ministère public, sauf en application du deuxième alinéa du II du présent article à la suite d'une première information transmise en application du I. Dans ce cas, l'information fait expressément état de la décision de ne pas mentionner la condamnation au bulletin n° 2 du casier judiciaire.

“IV. - Hors le cas où une décision prononçant une sanction a été légalement fondée sur l'information transmise par le ministère public, lorsque la procédure pénale s'est terminée par un non-lieu ou une décision de relaxe ou d'acquittement, l'administration, la personne ou l'ordre mentionné au dernier alinéa du I supprime l'information du dossier relatif à l'activité de la personne concernée.

“V. - Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret. Il précise les formes de la transmission par le ministère public de l'information, les modalités de transmission des décisions à l'issue des procédures et les modalités de suppression de l'information en application du IV.” ;

2° Après le 12° de l'article 138, il est inséré un 12° bis ainsi rédigé :

“12° bis Ne pas exercer une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs lorsqu'il est à redouter qu'une nouvelle infraction soit commise ;”

3° Au 2° de l'article 230-19, après la référence : “12°”, est insérée la référence : “12° bis,” ;

4° L'article 706-47 est ainsi rédigé :

"Art. 706-47. — Le présent titre est applicable aux procédures concernant les infractions suivantes :

"1° Crimes de meurtre ou d'assassinat prévus aux articles 221-1 à 221-4 du code pénal, lorsqu'ils sont commis sur un mineur, précédés ou accompagnés d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie, ou lorsqu'ils sont commis en état de récidive légale ;

"2° Crimes de tortures ou d'actes de barbarie prévus aux articles 222-1 à 222-6 du même code ;

"3° Crimes de viol prévus aux articles 222-23 à 222-26 dudit code ;

"4° Délits d'agressions sexuelles prévus aux articles 222-27 à 222-31-1 du même code ;

"5° Délits et crimes de traite des êtres humains à l'égard d'un mineur prévus aux articles 225-4-1 à 225-4-4 du même code ;

"6° Délit et crime de proxénétisme à l'égard d'un mineur prévus au 1° de l'article 225-7 et à l'article 225-7-1 du même code ;

"7° Délits de recours à la prostitution d'un mineur prévus aux articles 225-12-1 et 225-12-2 du même code ;

"8° Délit de corruption de mineur prévu à l'article 227-22 du même code ;

"9° Délit de proposition sexuelle faite par un majeur à un mineur de quinze ans ou à une personne se présentant comme telle en utilisant un moyen de communication électronique, prévu à l'article 227-22-1 du même code ;

"10° Délits de captation, d'enregistrement, de transmission, d'offre, de mise à disposition, de diffusion, d'importation ou d'exportation, d'acquisition ou de détention d'image ou de représentation pornographique d'un mineur ainsi que le délit de consultation habituelle ou en contrepartie d'un paiement d'un service de communication au public en ligne mettant à disposition une telle image ou représentation, prévus à l'article 227-23 du même code ;

"11° Délits de fabrication, de transport, de diffusion ou de commerce de message violent ou pornographique susceptible d'être vu ou perçu par un mineur, prévus à l'article 227-24 du même code ;

"12° Délit d'incitation d'un mineur à se soumettre à une mutilation sexuelle ou à commettre cette mutilation, prévu à l'article 227-24-1 du même code ;

"13° Délits d'atteintes sexuelles prévus aux articles 227-25 à 227-27 du même code. » ;

5° Après l'article 706-47-3, il est inséré un article 706-47-4 ainsi rédigé :

"Art. 706-47-4. — I. - Par dérogation au I de l'article 11-2, le ministère public informe par écrit l'administration d'une condamnation, même non définitive, pour une ou plusieurs des infractions mentionnées au II du présent article, prononcée à l'encontre d'une personne dont il a été établi au cours de l'enquête ou de l'instruction qu'elle exerce une activité professionnelle ou sociale impliquant un contact habituel avec des mineurs et dont l'exercice est contrôlé, directement ou indirectement, par l'administration.

"Il informe également par écrit l'administration, dans les mêmes circonstances, lorsqu'une personne est placée sous contrôle judiciaire et qu'elle est soumise à l'obligation prévue au 12° bis de l'article 138.

"Les II à IV de l'article 11-2 sont applicables aux modalités de transmission et de conservation des informations mentionnées au présent article.

"II. - Les infractions qui donnent lieu à l'information de l'administration dans les conditions prévues au I du présent article sont :

"1° Les crimes et les délits mentionnés à l'article 706-47 du présent code ;

"2° Les crimes prévus aux articles 221-1 à 221-5, 222-7, 222-8, 222-10 et 222-14 du code pénal et, lorsqu'ils sont commis sur un mineur de quinze ans, les délits prévus aux articles 222-11, 222-12 et 222-14 du même code ;

"3° Les délits prévus à l'article 222-33 du même code ;

"4° Les délits prévus au deuxième alinéa de l'article 222-39, aux articles 227-18 à 227-21 et 227-28-3 du même code ;

"5° Les crimes et les délits prévus aux articles 421-1 à 421-6 du même code.

"III. - Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret. Ce décret précise :

"1° Les formes de la transmission de l'information par le ministère public ;

"2° Les professions et activités ou catégories de professions et d'activités concernées ;

"3° Les autorités administratives destinataires de l'information."

Art. 5. — L'article 1er de la présente loi est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

## ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

### SERVICE DE L'URBANISME

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LA PERIODE DU 11 AU 15 AVRIL 2016

##### COMMUNE DE ARUE

15 avril 2016

N° 16-194-2 MET.AU, M. Papo Teana, sur la parcelle cadastrée n° 24, section M, terre Faretou, PK 6,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

##### COMMUNE DE FAA'A

12 avril 2016

N° 15-903-4 MET.AU, M. Sam Gooding, sur la parcelle cadastrée n° 180, section T, domaine Pamatai 1, lot 3, parcelle F de la parcelle 1, quartier Degage, construction d'une maison d'habitation.



*13 avril 2016*

N° 16-35-3 MET.AU, M. Julien Antoine, mandataire de M. Redouane Bouayad, sur la parcelle cadastrée n° 1139, section V, lot n° 121 du lotissement Mamaia 3, construction d'une maison d'habitation et d'un mur de soutènement.

## COMMUNE DE MAHINA

*14 avril 2016*

N° 14-225-2 MET.AU, M. Rudy Wong, sur la parcelle cadastrée n° 494, section S, lot n° 34 du lotissement Pereua, PK 10,500, côté montagne, vallée Tuauru, construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation).

## COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

*14 avril 2016*

N° 14-183-2 MET.AU, M. Jacques Matautau, sur la parcelle cadastrée n° 270, section CR, lot 1 de la terre Atitepua sise à Paopao, PK 1,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation) ;

N° 14-279-2, M. et Mme Noema et Rei Faatau, sur la parcelle cadastrée n° 56, section AD, lot 3 partie de la terre Teatata sise à Afareaitu, PK 8, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation) ;

N° 15-901-4, M. Bruno Jordan, chef du service du tourisme, sur les parcelles cadastrées n° 1, section PO, et n° 77, section PR, terre Tahiamanu partie sises à Papetoai, PK 15, côté montagne, aménagement d'un parking paysager.

## COMMUNE DE PAEA

*14 avril 2016*

N° 13-717-3 MET.AU, M. Robert Patiarri Tahiaata, sur la parcelle cadastrée n° 190, section AO, lot B de la terre Tetahua, PK 25,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation).

## COMMUNE DE PAPEETE

*11 avril 2016*

N° 16-219-2 MET.AU, M. Louis Hurimana Teriipaia, sur la parcelle cadastrée n° 31, section BT, terre Atiiri, lot 2, parcelle F, Taunoa, servitude Pékin, construction d'une maison d'habitation (OPH).

## COMMUNE DE ARUTUA

*15 avril 2016*

N° 16-214-2 MET.AU.TG, Mme Catherine Temarama Maiau, sur la parcelle cadastrée n° 76, section H, terre Pitoroa, construction d'une maison d'habitation (OPH).

## COMMUNE DE HAO

*15 avril 2016*

N° 16-60-3 MET.AU.TG, Mme Uturika Tegaripa épouse Ah-Scha, sur la parcelle cadastrée n° 6, section AN, terre Natirena partie, construction d'une maison d'habitation (OPH).

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### PHARMACIENS DU SOLEIL

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée  
au capital de 12 000 000 F CFP

Siège social : PK 30, côté montagne, Haapiti, Moorea  
RCS TPI n° 10 325 B, n° TAHITI 967711

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale mixte en date du 24 mars 2016, la collectivité des associés a décidé et réalisé :

- la modification de la valeur nominale de l'action qui sera désormais de 10 000 F CFP, au lieu de : 1 000 F CFP, et en conséquence diminution du nombre de parts sociales par 10. Le nouveau capital est donc désormais de 12 000 000 F CFP divisé en 1 200 actions de 10 000 F CFP ;
- une augmentation du capital social par la création de 2 400 actions nouvelles de 10 000 F CFP chacune, de façon à porter le capital social à 36 000 000 F CFP divisé en 3 600 parts sociales de 10 000 F CFP chacune.

Ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

#### *Ancienne mention*

Le capital social est fixé à la somme de 12 000 000 F CFP divisé en 12 000 parts sociales de 1 000 F CFP.

#### *Nouvelle mention*

Le capital social est fixé à la somme de 36 000 000 F CFP divisé en 3 600 parts sociales de 10 000 F CFP.

- la modification du siège social. Celui-ci est désormais : quartier Tiahura, PK 26,500, côté montagne Haapiti, Moorea.

Ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

#### *Ancienne mention*

Le siège social est fixé à Moorea-Maiao, Haapiti (98729), PK 30, côté montagne.

#### *Nouvelle mention*

Le siège social est fixé à Moorea-Maiao, Haapiti (98729), quartier Tiahura, PK 6,500, côté montagne.

### EURL DP CONSULTANT

Société à responsabilité limitée en liquidation  
au capital de 100 000 F CFP

Siège social : 9, rue Paul-Gauguin, 98713 Papeete, Tahiti  
RCS n° 04 221 B

Suivant délibération du 12 avril 2016, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, a donné *quitus* au liquidateur et l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

### Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, 5, rue Edouard-Ahne

Suivant acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 13 avril 2016, il a été constitué la société civile suivante :

*Dénomination* : VAITE.

*Siège* : Faa'a (île de Tahiti), cité de l'Air (BP 1537, 98703 Punavai).

*Durée* : 99 années.

*Objet* : L'acquisition, la gestion, la construction, la location et l'administration de tous biens et droits immobiliers ; L'acquisition ou la souscription de parts de toutes sociétés civiles immobilières, la gestion, l'administration et la cession de ces parts sociales ; La souscription de tous emprunts pour le financement des acquisitions, des souscriptions et, plus généralement, pour la gestion de son patrimoine ; La constitution de toutes sûretés sur les actifs sociaux en garantie des emprunts contractés pour leurs acquisitions, souscriptions, entretiens ou rénovations.

*Capital social* : 200 000 F CFP divisé en 200 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 200, entièrement libérées et souscrites.

*Gérante* : Mme Sylvianne MONTARON, demeurant à Faa'a (île de Tahiti), cité de l'Air.

*Cession de parts sociales* :

*Mutations entre vifs* : Les parts sont librement cessibles entre associés et descendants d'associés en ligne directe ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société y compris aux ascendants ou conjoints d'associés qu'avec l'agrément des associés se prononçant par décision extraordinaire.

*Mutation par décès* : La société continue entre les associés survivants et les descendants en ligne directe de l'associé décédé, ses autres ayants droit sont soumis à agrément des associés survivants se prononçant par décision extraordinaire.

En cas de dissolution et liquidation de la communauté de biens existant entre un associé et son conjoint de leur vivant, l'attribution de parts sociales au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé doit être agréée par les associés se prononçant par décision extraordinaire.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
Me Bernard BRUGGMANN.

**BATI SERVICES EURL en liquidation  
au capital de 1 000 000 F CFP**

**Siège social : Papeete, lot n° 9 Anuanua, Tipaerui  
RCS n° 8752 B, n° TAHITI 620559**

Par décision du 19 avril 2016, l'associé a approuvé les comptes définitifs de liquidation au 31 mars 2016, donné *quitus* au liquidateur pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de Papeete.

Pour avis.

**SCP CHAN & LOLLICHON  
notaires associés  
BP 13019 Moana Nui  
98717 Punaauia**

**TEAIHU**

**Société civile aquacole au capital de 200 000 F CFP,  
divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune  
Siège social : Aratika, commune de Fakarava  
RCS Papeete n° 6411 C  
N° TAHITI 419424**

*Avis de dissolution*

L'associé unique a décidé le 19 avril 2016, la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable.

Le siège de la liquidation est fixé à Papeete, et toute correspondance devra être adressée à la BP 41298, 98713 Fare Tony, Papeete.

M. Gilbert WANE a été nommé en qualité de liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,  
L'associé unique.*

**SCI MAHANA**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé établi à Papeete le 15 avril 2016, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société civile immobilière.

*Dénomination* : MAHANA.

*Siège social* : PK 13,500, côté montagne, servitude Vaipuarii, Punaauia.

*Objet* : La propriété, l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location de tous immeubles bâtis ou non, de toutes propriétés foncières de toute nature, l'édification de tous bâtiments, la gestion, la location des immeubles sociaux et plus généralement toute activité ou opération se rapportant à l'objet social.

*Durée* : 99 ans.

*Capital* : 10 000 F CFP divisé en 10 parts de 1 000 F CFP.

*Gérance* : Vasanthi DAVILES-ESTINES et Nicolas GOURDON demeurant tous deux, PK 13,600, côté mer à Punaauia, Tahiti.

*Cessions des actions* : Toute cession des parts est soumise à l'agrément du gérant, sauf au profit d'un associé, ascendant, descendant ou conjoint d'un associé.

*Immatriculation* : Registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

**EURL KB LAGOON IMPORT**

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 32 du 19 avril 2016, à la page 4223 :

*Au lieu de* : Forme SARL ;  
*Lire* : EURL.

*Pour avis et mention,  
La gérance.*

**SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT  
415, boulevard Pomare  
BP 33, 98713 Papeete, Tahiti  
Polynésie française**

Suivant acte aux minutes de la SCP Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 17 mars 2016, enregistré à Papeete, le 21 mars 2016, folio 107, bordereau 3370-3, M. Maurice ALLOUCH et Mme Emilia BATTISTETTI, son épouse, demeurant à Punaauia, lotissement Miri, résidence HEREMOANA, ont cédé à la société MORRISON'S, société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Pirae (98716) (Polynésie française), rue Temarii, identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI B84157 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 16 57 B,

Un fonds de commerce de restauration, bar, dancing, connu sous l'enseigne MORRISON'S CAFE, exploité à Papeete, centre Vaima, au troisième étage sur la façade côté montagne, à l'angle sud-est du centre,

Pour l'exploitation duquel M. Maurice ALLOUCH est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 86775 A (ancien 14246 A) et identifié à l'ISPF sous le numéro TAHITI 140848, moyennant le prix de *vingt-cinq millions de francs CFP* (25 000 000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée au 1er mars 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, à Papeete, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

*Pour avis,  
Le greffier en chef  
du tribunal mixte de commerce.*

**OCEANIANNE DE SERVICES BANCAIRES (OSB)****SA au capital de 160 000 000 F CFP****Siège social : Immeuble Tereva, rue du Docteur-Cassiau,  
Papeete****RCS Papeete n° 94 164 B, n° TAHITI 318733**

En sa séance du 22 mai 2016, le conseil d'administration de la société Calédonienne de services bancaires a nommé M. Vincent GOURMELEN en qualité de représentant permanent de cette dernière au sein du conseil d'administration de l'OSB.

En conséquence, la liste des administrateurs a été modifiée comme suit :

*Ancienne mention*

- Banque SOCREDO représentée par M. Joël DALIGAULT ;
- Office des postes et télécommunications représenté par M. Jean-François MARTIN ;
- Calédonienne de services bancaires représentée par M. Michel COPREAUX ;
- M. James ESTALL ;
- M. Matahiarii BROTHERS ;
- M. Eric POMMIER ;
- Mme Miri AUNOA ;
- M. Eric BEUGNOT.

*Nouvelle mention*

- Banque SOCREDO représentée par M. Joël DALIGAULT ;
- Office des postes et télécommunications représenté par M. Jean-François MARTIN ;
- Calédonienne de services bancaires représentée par M. Vincent GOURMELEN ;
- M. James ESTALL ;
- M. Matahiarii BROTHERS ;
- M. Eric POMMIER ;
- Mme Miri AUNOA ;
- M. Eric BEUGNOT.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis,*

Les représentants légaux.

**SOLUTIONS SECURITE INCENDIE SARL****SARL au capital de 400 000 F CFP****Siège social : Punaauia, PK 9,600, côté montagne****N° RCS : 10 186 B, N° TAHITI 951707***Démission d'un cogérant et cession de parts*

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 14 avril 2016, les associées acceptent la démission de M. Pascal MAINGUY en qualité de cogérant à compter de ce jour.

M. Pascal MAINGUY cède 1 part sociale à M. Eric MONCOMBLE.

Les articles 6, 7 et 13 des statuts seront modifiés en conséquence.

*Pour avis,*

La gérance.

**EURL MARINECHANDLER****Au capital de 1 000 000 F CFP****Siège social : BP 9022 Papeete****RCS n° 8035 B, N° TAHITI 570317***Changement de gérant et transfert du siège social*

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1er avril 2016, il a été pris acte de nommer en qualité de nouveau gérant, à compter de ce jour, M. Bernard PAUREAU en remplacement de M. Alain BLIN pour cause de démission. Transfert du siège social à Punaauia, Punavai Nui, lot n° 30. Mention en sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

La gérance.

**Société civile professionnelle dénommée****Office notarial Philippe CLEMENCET, Alexandrine****CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA****titulaire d'un Office notarial à la résidence de Papeete,****85, rue du Commandant-Destremau***Avis de constitution*

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 19 avril 2016 a été constituée une société à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

**Objet :** L'importation, l'achat, la vente en gros, demi-gros et au détail de toutes marchandises et notamment de compléments alimentaires, tous produits et accessoires complémentaires, bilan nutritionniste, aide à la préparation alimentaire (complément, plats...), événementiel sportif, programme et conseil nutritionnelles, coaching sportif et mental, programme d'entraînement, préparation physique, conception vidéo sportive, de livres et de ebook formation de franchisés.

L'achat, la location de tous biens meubles ou immeubles nécessaires à l'accomplissement de l'objet social.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

**Dénomination :** PLANET ENERGY.**Siège social :** Papeete, immeuble Vairaatoa Nui.

**Durée :** 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

**Capital social :** 180 000 F CFP divisé en 180 parts de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites, numérotées de 1 à 180 attribuées aux associés en proportion de leurs apports en numéraire.

**Cessions de parts :** Les cessions entre associés et leurs descendants ou ascendants, ainsi qu'au bénéfice du conjoint d'un associé sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Le gérant de la société est M. Steve TSU, demeurant à Punaauia, lequel a accepté sa fonction, pour une durée illimitée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*

Le notaire.

**SCI FIUMARELLA ET FRERES****Au capital de 15 120 000 F CFP****Siège social : Punaauia, zone industrielle de Punaruu****N° RCS : 1797 B (anc.), 8265 C (nouv.)****N° TAHITI 086116***Nomination de nouvelles gérantes*

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 9 mars 2016, Mmes Carmela FIUMARELLA et Emanuela FIUMARELLA ont été nommées cogérantes de la société à compter de ce jour. Les statuts sont modifiés en conséquence.

La gérance.

**SCI du 23 février****Siège social : Faa'a, route de Pamatai****RCS 06 83 C, N° Tahiti 773580**

Il résulte d'un acte sous seing privé en date du 14 avril 2016 les modifications suivantes :

*Ancienne mention*

Gérance : Christelle DEPEINT.

*Nouvelle mention*

Gérant : Damien HENRY.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT**  
Papeete, 415, boulevard Pomare

**PAPEETE SEAIRLAND TRANSPORTS**  
(PST)

**Société anonyme au capital de 5 000 000 F CFP****Siège social : Papeete, Fare Ute****immeuble Franco-Océanienne****RCS Papeete n° 888-B***Avis de convocation*

Les actionnaires de la société PAPEETE SEAIRLAND TRANSPORTS sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le vendredi 13 mai 2016 à 11 heures à Papeete, 415, boulevard Pomare, immeuble Matisse, à l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées à l'article L. 225-38 et L. 225-42 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

*Pour avis,*

Le conseil d'administration.

**TAHITI SUNSET SARL****SARL au capital de 100 000 F CFP****Siège social : Faa'a, Saint-Hilaire****BP 8378 - 98702 Faa'a centre****N° RCS : 09 288 B, N° TAHITI 922302***Augmentation et réduction du capital social*

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 20 avril 2016, les associées ont décidé d'augmenter le capital social de 4 096 000 F CFP, par incorporation des comptes courants et de réduire le capital social de 4 096 000 F CFP le solde étant laissé en report à nouveau, ce qui n'entraîne aucune modification des statuts.

La gérance.

**Office notarial Philippe CLEMENCET,**  
**Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA**  
notaires associés

**Société Civile ECHO****Société civile au capital de 50 000 F CFP****Siège social : Punaauia, PK 9,600, côté mer****RCS PAPEETE : 3846 C***Avis de modification*

Il résulte d'un acte aux minutes de la SCP Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 20 avril 2016, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées.

*Ancienne mention*

Gérance : M. Henri Michel DERACHE, cadre de santé, demeurant à Punaauia, Marina Lotus, appartement n° 15.

*Nouvelle mention*

Gérance : M. Philippe GESTAS, époux de Mme Miri GODEFROY, demeurant à Punaauia, résidence le Lotus, lot n° 9.

*Pour avis,*  
Le notaire.

**ANNONCES DIVERSES****ASSOCIATION SPG BIO FETIA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(31 mars 2016)

Présidente	:	TEINA Heia
Vice-présidente	:	HENRY Françoise
Secrétaire	:	JACQUES Claude
Secrétaire adjoint	:	CUNEO Jonathan
Trésorière	:	COLOMBANI Hinatea
Trésorier adjoint	:	MOUTAME Moetini
Assesseeurs	:	MEDER Moeava
	:	CHOUNE Noel
	:	DAUNASSANS Iris

### CONSEIL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(31 mars 2016)

Président : ALLEGRE Jacques  
Vice-présidente : GREPIN Michèle  
Trésorier : LE GUEN Jean-Michel

### ASSOCIATION PATA'IE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(29 mars 2016)

Présidente : BEGAT Teraï  
Vice-président : BEGAT Freddy  
Secrétaire : PATU Moevai  
Secrétaire adjoint : FONG Heiriapa  
Trésorière : TETAUIRA Sabrina  
Trésorier adjoint : PATU-BEGAT Reia  
Assesseur : TERE Heinatea

### ASSOCIATION ARAA PITI

#### *Modification de statuts*

L'association a modifié les articles 2, 3, 4. Son siège social se situe à Faa'a, PK 5, Saint-Hilaire, quartier Bordes-Liliane, chez Louis Mamatui.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(14 avril 2016)

Président : MAMATUI Louis  
Vice-présidente : IOANE Josiane  
Secrétaire : TEFAAFANA Theresina  
Secrétaire adjoint : KEHA Hiro  
Trésorière : WINCHIN Marcelle  
Trésorière adjointe : TEAROA Ramatarii  
Assesseurs : MARERE Teua  
TAHA Paehau

### ASSOCIATION MATAHIAPO FAUA ET MERE MARY LAYTON

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 avril 2016)

Président : CANDELOT Denis  
Vice-présidente : FAUA Yasmina  
Secrétaire : PUARAI Jules  
Secrétaire adjointe : WOHLER Hinano  
Trésorier : FAUA Layton  
Trésorière adjointe : TEHAHETUA Rolande  
Assesseurs : TEIHOARII Marc  
POUIRA Jean  
WOHLER Rita  
MAETA Gérard

### SYNDICAT A TI'A I MUA - BANQUE DE POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(19 janvier 2016)

Présidente : FAATAU Moea  
Vice-président : BULUC Julien  
Secrétaire : ROCO Lindsay  
Secrétaire adjointe : TERIIMANA Hinano  
Trésorière : MARERE Catherine  
Trésorier adjoint : PLAGNE Jean-François

### ASSOCIATION SPORTIVE HOAMANU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(18 mars 2016)

Président d'honneur : MANAFENUAROA Vaea  
Président : MANAFENUAROA Hitirere  
Vice-présidente : MANAFENUAROA Yasmina  
Secrétaire : MANAFENUAROA Anne  
Secrétaire adjoint : MANAFENUAROA Rauhei  
Trésorière : HUNG Suzanne  
Trésorière adjointe : MANAFENUAROA Hélène  
Commissaire au compte : O'CONNOR Haiatua

### ASSOCIATION RAITAMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 avril 2016)

Présidente : TAUAROA Rahapa  
Vice-présidente : TEIHO Marcelline  
Secrétaire - trésorier : TAUAROA Jean-Pierre

### ASSOCIATION TAHUTINI A TEHEHEU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(3 avril 2016)

Président d'honneur : ARIITAI Bruno  
Président : TAHUTINI Ati  
Vice-présidente : TUORAA Claudine  
Secrétaire : TEHOIRI Jenny  
Secrétaire adjoint : TAHUTINI Bruno  
Trésorière : TEIKIHEETINI Marereva  
Trésorière adjointe : ARIITAI Noeline  
Assesseurs : TAHUTINI Armand  
IOANE Adrienne  
TAHUTINI Roland  
ARIITAI Nathalie

### ASSOCIATION VOIR ENSEMBLE - MATA HOTU NO PORINETIA (VE-MHPF)

anciennement dénommée

LE 6E SENS - TE MATARU'I NO POLYNESIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 février 2016)

Président : TETIHIA Diego  
Vice-présidente : POURAIN Rainui  
Secrétaire : POURAIN Jean-Marc  
Secrétaire adjointe : TERITEHAU Laiza  
Trésorière : TERITEHAU Heipoe  
Trésorier adjoint : PERE Paul  
Assesseurs : TERITEVAEARAI Rodrigue  
HOROI Marei  
MARUAKE Léon



**ASSOCIATION TUTIHERE***(Récépissé n° W9P1000398 du 12 avril 2016)*

## Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TUTIHERE fondée le 2 février 2015 est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de regrouper et de coordonner les efforts de tous les organismes de l'île de Tubuai régissant les activités physiques et sportives régulièrement déclarées sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 ;
- de représenter le sport de Tubuai pour les questions d'intérêt général auprès des pouvoirs publics et des organismes officiels de l'île ;
- de contribuer au développement du sport et d'en préserver l'esprit ;
- de favoriser la promotion du sport ;
- de favoriser, de participer et d'organiser toute manifestation visant à la promotion du sport en général ;
- de développer et de promouvoir l'épanouissement du tourisme sur l'île de Tubuai ;
- de promouvoir l'épanouissement culturel de la jeunesse ;
- de diffuser par tous les moyens à ses membres l'information et les renseignements pouvant les éclairer dans l'exercice et la continuité de leur activité ;
- de développer et de promouvoir l'épanouissement de la culture du patrimoine, de l'artisanat, de l'agriculture, de l'horticulture, de la pêche et de l'élevage sur l'île de Tubuai ;
- de développer, de promouvoir et de préserver le sport, la jeunesse et l'enfance ;
- de mettre en place des activités culturelles, économiques et sociales ;
- de mettre en place des activités de prévention contre l'obésité, l'alcool, la drogue, la délinquance, la maltraitance et le rejet de la société ;
- d'organiser des journées Matahiapo, jeunesse et bien d'autre ;
- d'embellir notre île ;
- de rechercher et de partager nos traditions ancestrales acquises dans l'île de Tubuai et de les promouvoir au niveau régional et international ;
- de développer et de promouvoir l'épanouissement du métier de l'agriculture, de l'horticulture, de la pêche et de l'artisanat ;
- de s'occuper des Matahiapo ;
- de mettre en place des actions en faveur de la protection et de l'environnement ;
- d'organiser des manifestations journée corporative, vente de plats, marché aux puces, dîner dansant, foires, expositions, soirée cinéma, boom, carnaval, journée récréative, kermesse, soirée spéciale, manifestations folkloriques et musique traditionnelle, etc. ;
- de faire des demandes de dons, de subventions, des contrats d'accès à l'emploi, de différentes formations ;
- de faire des demandes d'aides aux différents organismes publics et privés (commune, pays, Etat et autres).

Son siège social est fixé à Mataura, Tubuai.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente : TUMARAE Laurette  
Secrétaire : TUMARAE Sabrina  
Trésorier : TIORI Tamatoa

**ASSOCIATION RAIATEA FIGHTING SUBMISSION***(Récépissé n° W9P2000173 du 13 avril 2016)*

## Extraits de statuts

L'ASSOCIATION RAIATEA FIGHTING SUBMISSION a pour but de promouvoir la boxe le noble art, avec toutes les pratiques du Mixed Martial Arts (arts martiaux mixtes) dans tous ses trois styles de lutte, lutte libre, lutte gréco-romaine et lutte féminine, des luttes traditionnelles et est une école de Mixed Martial Arts dans la commune de Taputapuata.

Son siège social est à Avera, Raiatea.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président : MOU-FA Abraham  
Vice-président : MOU-FA Arii  
Secrétaire : KIMITETE Noela  
Trésorière : TROPEE Daina

**ASSOCIATION FAMILIALE MA'PUNA E FA***(Récépissé n° W9P1000551 du 15 avril 2016)*

## Extraits de statuts

Le 30 janvier 2016 a été créée l'ASSOCIATION FAMILIALE MA' PUNA E FA.

L'association a pour buts principaux :

- de regrouper tous les ayants droit et héritiers descendants ;
- de consolider les liens familiaux et de travailler sans aucune différence ;
- de procéder au partage équitable de toutes les terres ;
- de permettre à chacun de voir son degré de parenté, etc.

Son siège social est fixé au lotissement Heiri, n° 37, PK 6,400, côté montagne.

Sa durée est limitée à 15 ans.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente d'honneur : TINIRAU Léa  
Président : MAPUNA Clément  
Vice-président : TETUANUI Tihoti  
Secrétaire : MAPUNA André  
Secrétaire adjoint : POUIRA Lysis  
Trésorier : TETUANUI Tihoti  
Trésorière adjointe : TERAÏ Cécile  
Contrôleur aux comptes : TERAÏ Lorenza  
Assesseurs : GEORGET Amélie  
KAIMUKO Gesta

**ASSOCIATION TE ORA RA'A***(Récépissé n° W9P1000557 du 16 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 11 avril 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui prend le nom de ASSOCIATION TE ORA RA'A.

L'association a pour but principal d'organiser, de participer, de promouvoir, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans et tous les membres de l'association de la commune de Papeete.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- de participer aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;
- de participer à divers événements à caractère folklorique, culturel, horticole, sportif, touristique et autres (tels que salons nautiques, festivals, foires, journées de la jeunesse, journées de la pêche), en Polynésie française et à l'étranger ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Papeete, Tipaerui, lotissement Anuanua, lot n° 28.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	TIKARE Daniel
Secrétaire	:	TIKARE Elodie
Trésorière	:	RATTINASSAMY Angéla

**ASSOCIATION TE PUNA-ITO NO TAHITI***(Récépissé n° W9P1000421 du 20 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 3 mars 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui prend le nom de ASSOCIATION TE PUNA-ITO NO TAHITI.

L'association a pour but principal d'organiser, de participer, de promouvoir, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans et tous les membres de l'association de la commune de Arue.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- de participer aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;
- de participer à divers événements à caractère folklorique, culturel, horticole, sportif, touristique et autres (tels que salons nautiques, festivals, foires, journées de la jeunesse, journées de la pêche), en Polynésie française et à l'étranger ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Arue, PK 4,700, côté mer.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président - secrétaire	:	PUAIRAU Tema
Trésorière	:	DEANE Déborah

**ASSOCIATION TAHO'HOTA***(Récépissé n° W9P1000335 du 18 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 23 novembre 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION TAHO'HOTA.

Elle a pour objet d'organiser pour des enfants de l'association des loisirs tel que :

- des sorties découvertes pendant les vacances scolaires ou les week-ends ;
- organiser des journées de Noël, avec jeux et cadeaux ;
- faire découvrir des sites dans le monde, comme des parcs d'attractions à l'international et autre.

Nous aimerions leur faire découvrir ce qu'ils peuvent avoir autour d'eux, leur faire sortir de leur quartier et les donner envie de voir le monde et de découvrir un peu plus chaque jour, donner un sourire à ceux qui l'ont perdu.

Son siège social est fixé à Punaauia, lotissement n° 69.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	:	GRAND Kaiulani
Vice-présidente	:	MENDIOLA Francine
Secrétaire	:	NAUTA Silia
Trésorier	:	HOLMAN Théophil

**COMITE FUTSAL DE PAEA***(Récépissé n° W9P1000519 du 11 avril 2016)***Extraits de statuts**

Il est constitué le 27 janvier 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1091 qui prend le nom de COMITE FUTSAL DE PAEA.

L'association a pour but :

- de défendre les intérêts du sport ;
- d'établir une collaboration entre les joueurs et joueuses de la commune de Paea ;
- d'établir des liens de solidarité ;
- de représenter le comité de Futsal de Paea auprès des pouvoirs publics ;
- de lutter contre toutes activités illégales et de contribuer à la prévention et à la sécurité.

Son siège social est fixé à Paea, vallée de Tiapa.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: MARAETEFU Alfred
Vice-président	: MARAETEFU Patrick
Secrétaire	: THUNOT Lydie
Secrétaire adjoint	: TEHIVA Heimoana
Trésorier	: THUNOT John

**ASSOCIATION FAMILIALE ADAMS HAREHOE***(Récépissé n° W9P1000541 du 14 avril 2016)***Extraits de statuts**

Le 1er novembre 2015, a été fondée une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 qui prend la dénomination ASSOCIATION FAMILIALE ADAMS HAREHOE.

L'ASSOCIATION FAMILIALE ADAMS HAREHOE a pour objet de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est situé à Pihaena, PK 13,200, quartier Harehoe, Moorea.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: AKEOU Monoihere
Secrétaire	: ADAMS Eva
Trésorière	: HAREHOE Henriette

**ANNONCES MARCHES PUBLICS****APPEL D'OFFRES N° 16-07**

*Maître d'ouvrage* : Commune de Punaauia.

*Mode de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 295, 296 et 298 à 300 du code des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française.

*Objet* : Lot n° 1 : Fourniture et livraison de deux véhicules double cabine plateau ;

Lot n° 2 : Fourniture et livraison d'un véhicule double cabine à benne basculante ;

Lot n° 3 : Fourniture et livraison de deux fourgons ;

Lot n° 4 : Fourniture et livraison d'un véhicule double cabine plateau.

*Limite de remise des offres* : Le 26 mai 2016 avant 11 heures à la cellule des marchés.

*Durée de validité des offres* : 90 jours.

*Renseignements* : Commune de Punaauia, cellule des marchés, tél. : +689 40 86 56 98, fax. : +689 40 45 06 06.

*Consultation et retrait des dossiers* : Gratuitement sous format papier uniquement et sur commande à la cellule des marchés de la commune de Punaauia.

*Justifications exigées* : Justificatifs à produire détaillés dans le règlement particulier d'appel d'offres.

*Date d'envoi à la publication* : Le 19 avril 2016.

*Le maire,*  
R. TUMAHAI.